



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2022-06-16/2022-06-30]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Jeudi 16 juin.

L'Assemblée nationale invalide le mandat d'Adolphe Muzito et 4 autres députés nationaux, pour absence non justifiée. Les députés nationaux touchés par cette mesure sont : Henri Mova Sakanyi, Marie-Ange Mushobekwa, Papy Nyango, Adolphe Muzito et Luc Mulimbalimba. Le rapporteur de l'Assemblée nationale, Joseph Lembi expliquait que les députés invalidés devaient être remplacés par leurs suppléants, conformément au règlement intérieur de cet organe délibérant.

Maniema : le Fondation Antonia Kindanda appelle le gouvernement à équiper les hôpitaux et les banques de sang du Maniema en vue de sauver des vies humaines. Elle intervient dans la collecte de sang en collaboration avec la coordination provinciale de la transfusion sanguine. « Les gens sont en train de mourir du jour au lendemain par manque de sang. Nous invitons les gens de bonne volonté de nous venir en aide pour sauver des vies ».

Kasaï-Central : lancement de l'« immatriculation des fonctionnaires et agents des services publics ». Cette opération s'inscrit dans le cadre d'un processus d'enregistrement informatique, qui débouche par l'octroi d'une carte de sécurité sociale. La Caisse nationale sociale des agents publics de l'Etat est l'organisme public de prévoyance sociale que le gouvernement a mis en place pour la gestion de la couverture sociale des agents publics congolais contre les différents risques sociaux. Elle fonctionne déjà dans la quasi-totalité du territoire national.

Haut-Lomami : hausse des prix sur le marché de Kabongo après incendie d'environ 20 moulins. Des présumés malfaiteurs ont pillé et mis le feu à plusieurs moulins de farine de manioc et de maïs au marché de Kime, dans le territoire de Kabongo (Haut-Lomami). Du coup, les prix de ces denrées essentielles et des autres de première nécessité ont augmenté alors qu'ils devraient baisser en cette période de récolte. Entre-temps, les auteurs de ces incendies courent toujours les rues.

Kongo-Central : les militants de l'UDPS prêts à rejoindre les Fardc au front contre le M23. Des militants de l'UDPS/ Matadi, munis de drapeaux du pays et des insignes de l'armée, ont marché de la place le Copain jusqu'au bureau du gouverneur de province, au centre-ville. Le secrétaire général de ce parti présidentiel, à Matadi, a expliqué que cette marche voulait soutenir les Fardc, qui défendent l'intégrité, face à l'agression du pays par les rebelles du M23 appuyés par le Rwanda.

EAC : le Kenya appelle au déploiement « immédiat » d'une force régionale en RDC. « La Force régionale de l'Afrique de l'Est doit être immédiatement déployée dans les provinces d'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, afin de stabiliser la région et rétablir la paix », a déclaré le président kenyan Uhuru Kenyatta. Selon lui, le « conflit ouvert » en cours dans l'Est de la RDC menace de faire dérailler les efforts politiques destinés à rétablir l'ordre au Congo-Kinshasa. Des chefs militaires régionaux des sept pays de l'EAC doivent se retrouver dimanche 19 juin, afin de mettre au point les préparatifs pour le déploiement de la force régionale, a souligné M. Kenyatta.

Le Conseil supérieur de la défense préconise la suspension des accords conclus avec le Rwanda. Cet organe de l'Etat a lancé cet appel à l'issue de sa réunion, présidée par le chef de l'Etat et élargie aux présidents de deux chambres du Parlement. Il a également recommandé au Rwanda de retirer ses troupes sur le sol congolais. Il a chargé le ministre de l'Intérieur et le commissaire général de la PNC à prendre les dispositions pour éviter la chasse à l'homme et tout acte susceptible à troubler l'ordre public, l'unité et la cohésion nationale durant cette période.

Maniema : le gouverneur intérimaire ordonne l'identification des bouviers. « La mesure tient à la sécurisation de la population, mais aussi au contrôle des mouvements de tous les bouviers et de leurs vaches, afin d'éviter les conflits qui résulteraient de l'occupation illégale des terres et de la destruction des champs par les cheptels ».

Lubumbashi : le président d'une structure des jeunes appelle au dépassement de clivages ethniques. « Nous devons aller au-delà de nos différences tribales, ethniques, sociales pour qu'ensuite nous puissions vivre ensemble comme peuple », a recommandé le président de la jeunesse de la communauté Mbuwano bwa batabwa de Lubumbashi. Ce dépassement va favoriser la cohésion sociale entre les communautés vivant à Lubumbashi.

La première raffinerie d'or prévoit une production de 200 kilos par jour. Cette usine est située au centre-ville de Bukavu non loin de la place « Feu rouge ». Pour l'heure, les derniers réglages sont effectués, et les dernières consignes adressées à la trentaine d'employés qui travailleront au sein de la raffinerie de presque 1 200 m². Le ministre provincial des mines a assuré aux initiateurs de cette raffinerie un accompagnement sans faille du gouvernement congolais pour la réussite de ce projet. Les experts du secteur miniers se sont réunis dans le cadre de la XIXe session de la plateforme de dialogue sur les investissements durables au Kivu (IDAKI).

Kasaï-Central : la SCED plaide pour un cadre de collaboration entre les députés et les nouvelles autorités. « La destitution du gouverneur de province n'a produit aucun effet bénéfique pour la population. Bien au contraire, la province, recule, s'assombrit, la population croupit dans la misère. C'est ainsi que la Société congolaise pour l'Etat de droit se permet de formuler quelques recommandations aux députés provinciaux, pour faire décoller une fois pour toutes, la province du Kasaï-Central, notamment la mise en place des canaux de communication et de concertation pour examiner toutes les questions qui seraient susceptibles de fâcher et enfin proposer un cadre de concertation qui serait élargi aux notabilités de la province pour gérer et prévenir d'éventuels conflits ».

Maniema : remise d'une centaine bornes fontaines aux autorités provinciales, par l'Agence belge Enabel. Ces ouvrages ont été construits et installés à Kindu et dans le territoire de Kailo. Ce projet est évalué à plus de 6 millions USD. L'objectif est d'améliorer les conditions des vies des populations rurales et péri urbaine du Maniema. Ces bornes fontaines vont desservir environ 140 000 habitants de Kindu et ses environs.

Modeste Bahati appelle au soutien général des Fardc. Le président du Sénat, Modeste Bahati, a appelé à un soutien général des Fardc ; avant de condamner « le comportement récidiviste du groupe terroriste M23, qui agit sous le parrainage d'un pays voisin », selon le service de communication du Sénat. Pendant les trois mois de la session de mars, le Sénat a notamment produit vingt-deux projets et quatre propositions de lois.

Procès 100 jours : la cour d'appel proroge de 5 jours le délai du prononcé. Le verdict sera ainsi rendu le 21 juin dans le procès sur le détournement présumé des fonds alloués au programme d'urgence de 100 jours du Président de la République. La cour a reporté l'audience du prononcé pour permettre aux juges de mieux approfondir le dossier, afin que la décision qui sera rendue soit plus juste.

Lubero : hausse de prix de certaines denrées alimentaires. La société civile locale, qui cite notamment du riz et l'huile de cuisine, affirme que cette situation est observée depuis la reprise des combats entre les Fardc et les rebelles du M23 dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). Ces combats ne facilitent plus l'évacuation de produits importés en provenance de l'Ouganda, qui entrent par la cité frontalière de Bunagana, rapporte Kambere

Bonane, président de la société civile de Kirumba. Quant aux prix des produits qui proviennent de l'Ouganda, via Kasindi dans le territoire de Beni, ils restent encore stables.

Sud-Kivu : les enfants de Walungu réclament plus de sécurité dans leurs milieux de vie. Ils se sont exprimés ce 16 juin, à l'occasion de la journée de l'enfant africain. La coordinatrice de l'ONG Action pour enfant oublié, justifie le choix de Walungu par le nombre élevé des enfants exploités dans les sites miniers. Elle interpelle les décideurs sur les droits des enfants et rappelle les principaux articles de la Convention des Droits des Enfants. **Journée de l'enfant africain à Kinshasa : l'Unicef lance la campagne « Bopeto na Kelasi ».** Cette campagne s'ouvre sous le thème : "Parce que nous n'avons qu'une seule terre, je m'engage à la protéger avec mes condisciples à l'école." Le jeune ambassadeur pour le climat auprès de l'Unicef, a indiqué qu'une mauvaise gestion des déchets avait des graves conséquences sur la santé des enfants et sur l'environnement :

Uvira : les leaders locaux sensibilisés contre les discours de haine. Cinquante différents leaders locaux d'Uvira, issus des institutions étatiques, de la jeunesse, de la société civile ainsi que des mutualités ethniques, ont été sensibilisés le 15 juin sur le cadre juridique national qui réprime les discours de haine ethnique, tribal et racial. Cette formation dispensée par le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH), vise à supprimer ce genre de messages, au lieu de les partager, et à décourager leurs auteurs. Le facilitateur de cette rencontre, souligne que le BCNUDH/Monusco considère les messages incitatifs à la haine comme des alertes dans le cadre de la protection des civils. C'est au regard de l'activisme des groupes armés locaux et étrangers, de conflits de pouvoir coutumier et des conflits fonciers qui minent la région.

Sud-Kivu : la Monusco note un retour progressif des déplacés dans leurs milieux d'origine. La Monusco note une régression sensible de la violence, qui favorise à ce jour le retour progressif des déplacés de plusieurs localités de la province du Sud-Kivu. Ce retour a été constaté de Bibokoboko à Baraka dans le territoire de Fizi, sans oublier Bijombo, Minembwe et Mikenge, ainsi que du côté du territoire de Shabunda.

Les Etats membres de la CIRGL se liguent contre la criminalité transfrontalière. Ils ont pris cet engagement au terme de leurs travaux sur le renforcement de la coopération judiciaire entre Etats. En ce qui concerne le refus d'exécution d'entraide judiciaire, les ministres de la justice encouragent la coopération régionale et internationale en matière criminelle entre pays. Ils conviennent de réduire les motifs de refus d'exécution des demandes d'entraide judiciaire, notamment celui de double incrimination. Sur le plan de prochaines démarches prioritaires visant la mise en œuvre de la déclaration de Nairobi, ils chargent leur réseau de continuer à encourager les contacts et l'échange d'expériences entre eux, comme moyen de contribuer à la mise en œuvre de cette déclaration.

Kinshasa : les étudiants de l'UPN sensibilisés sur l'entrepreneuriat. Au cours d'une conférence scientifique tenue le 16 juin à l'Université pédagogique nationale, sous le thème "Problématique de Financements des Jeunes entrepreneurs. Analyse et perspectives», le ministre de l'Entrepreneuriat, petites et moyennes entreprises a présenté les opportunités de financement que le gouvernement met à la disposition de la jeunesse pour un encadrement dans la création des entreprises. A cette occasion, le ministre a donné l'occasion au Fonds de garantie pour l'Entrepreneuriat en RDC (FOGEC) et au Projet d'Appui pour le Développement des Micros, Petites et Moyennes Entreprises (PADMPME) d'expliquer les préalables pour bénéficier de l'encadrement.

Lubumbashi : début du colloque sur "le vivre ensemble". Le colloque organisé par l'archevêché de Lubumbashi sur le vivre ensemble s'est ouvert ce 16 juin. Cette rencontre se veut un cadre de réflexion pour prévenir les tensions et les conflits sociaux afin de garantir une société meilleure fondée sur l'unité dans la diversité et le respect des particularités. Ce colloque connaît la présence de la conférence épiscopale nationale du Congo.

Vendredi 17 juin.

RDC-Rwanda : Martin Fayulu exige la « rupture immédiate des relations diplomatiques, entre la RDC et le Rwanda, le départ sans délai de l'ambassadeur du Rwanda en RDC, le rappel de notre ambassadeur à Kigali », a déclaré le président du parti politique Engagement citoyen pour le développement. Il a par ailleurs appelé la CIRGL et l'Union africaine à actionner les mécanismes appropriés pour rétablir la paix dans la région. Mercredi dernier, le Conseil supérieur de la défense, a aussi appelé le gouvernement à suspendre les accords et conventions conclus avec Kigali. Il a également recommandé au Rwanda de retirer ses troupes du sol congolais.

Conflit dans l'Est de la RDC : le CSAC appelle les journalistes au professionnalisme, en privilégiant tout ce qui est susceptible de promouvoir la cohésion et l'unité nationale », a-t-elle déclaré. Le Conseil supérieur de

l'audiovisuel et de la communication (CSAC) a également invité les journalistes à s'interdire des émissions à téléphone ouvert sur la guerre dans l'Est du pays. Il a demandé aux acteurs politiques et sociaux d'éviter tout discours susceptible d'aggraver les conflits communautaires et de démobiliser l'armée, engagée au front.

Maniema : plaidoyer pour le respect des droits des enfants. A l'occasion de la journée de l'enfant africain, la Commissaire provinciale en charge du genre a regretté que des enfants soient victimes de diverses exactions : « il y a plusieurs phénomènes en défaveur des enfants dont l'exploitation économique, enfants accusés de sorcellerie, enfants orphelins, torturés dans les chambres de prière et plus particulièrement les enfants victimes des violences sexuelles ». Elle demande le renforcement du système de protection des droits des enfants dans ce coin du pays. **Lubero : le parlement d'enfants demande aux enfants « de prendre leurs études au sérieux,** afin de libérer notre pays des affres qu'il vit actuellement. Qu'ils aient cette envie de faire mieux prochainement pour que la future génération vive en paix. L'insécurité qui sévit dans l'Est de la RDC doit servir de leçon pour les enfants, appelés à proposer des stratégies afin d'assurer leur avenir ».

Kongo-Central : controverse autour de la perception des frais d'enseignement à distance. Les parents d'élèves de la province du Kongo-Central s'indignent que les écoles continuent de percevoir, auprès d'eux, cinq mille FC de frais pour l'organisation de l'enseignement à distance alors que celui-ci n'a pas été organisé au cours de l'année scolaire 2021-2022 qui s'achève déjà. Ils qualifient ce paiement « d'escroquerie ». Face aux parents récalcitrants, les écoles ponctionnent cette somme directement sur les autres frais scolaires payés par les parents. En réaction, le proved du Kongo-Central 1, John Bopilo affirme que les fonds perçus jusque-là ont permis d'installer du matériel internet sans fil (Wifi) dans quelques écoles.

Goma : 4 morts et 2 blessés après une fusillade à la petite barrière. Selon des sources locales, parmi les tués il y a deux militaires et un civil rwandais qui tentait de traverser au Congo et le tireur, un homme non identifié, habillé en tenue militaire. Ce dernier a été abattu par un membre des forces de l'ordre du Rwanda, en poste du coté rwandais de cette frontière, à Rubavu (Rwanda) Les mêmes sources disent ignorer encore les mobiles ayant poussé ce tireur à ouvrir le feu à ce poste frontière. **Goma : nouveau bilan de la fusillade à la petite barrière (armée rwandaise).** L'armée rwandaise a indiqué, que seuls deux de ses policiers ont été blessés. L'unique personne décédée est un militaire congolais, auteur de la fusillade. Il a été abattu par un militaire rwandais en situation de légitime défense, précise le communiqué.

Kwilu : une ONG locale appelle l'Etat à construire des centres d'hébergement d'enfants en conflit avec la loi. « Le message est de mener le plaidoyer auprès de l'Etat congolais pour la construction des centres d'hébergement. Il y a beaucoup de manquements dans la prison où les enfants sont placés », a fait savoir le représentant du Groupe de travail protection de l'enfant au Kwilu. En marge de cette journée, ce groupe de travail a apporté des vivres et non-vivres aux enfants détenus dans la prison centrale de Kikwit. Comme ailleurs des enfants de Kikwit font également face à des enlèvements, la traite d'êtres humains, les accusations de sorcellerie.

Nord-Kivu : reprise des combats entre Fardc et M23 autour de Bunagana. Des détonations étaient entendues ce vendredi matin à Tchengerero, à Mungo et à Kabindi, situés à environ 5 km de Bunagana, indiquent les sources militaires et civiles dans le territoire de Rutshuru. Les mêmes sources précisent que les Fardc ont répondu aux attaques des rebelles qui tentent, depuis jeudi, de déborder leurs positions vers l'Ouest de Bunagana, en passant par le groupement de Busanza, pour attaquer l'armée au niveau de Kabindi. Mais des sources proches de de la société civile du territoire de Rutshuru, indiquent que cette situation a paralysé les activités autour de Bunagana.

Ituri : 7 morts à la suite d'une attaque des ADF à Mambelenga. La société civile locale demande aux services de sécurité de renforcer les systèmes de protection des civils pour encourager le retour de milliers de déplacés. Mardi dernier, ces assaillants avaient tué 4 civils et incendié des maisons à Mambamike, dans le territoire de Beni.

Equateur : l'UG-PDSS sensibilise les femmes leaders pygmées sur la vaccination contre Ebola. Cette sensibilisation de pré-campagne vaccinale sert à identifier en amont des risques environnementaux, sociaux et ceux liés aux violences basées sur le genre, ainsi que des mesures d'atténuation de ces risques. La présidente de l'association des femmes pygmées d'Ingendea souhaité que cette sensibilisation soit étendue aux autres membres de sa communauté, ainsi que l'intégration de certains d'entre eux dans le processus de la campagne de vaccination.

Sud-Kivu: les femmes politiques plaident pour une loi électorale « plus sensible au genre et à la parité ». Ces femmes exigent que soient insérées dans cette loi, les dispositions obligeant les partis politiques et l'Etat congolais à respecter l'article 14 de la Constitution, relatif à la participation de la femme au processus électoral.

Kwilu : campagne de vaccination contre la rougeole, près de 60 000 enfants attendus à Vanga. La province du Kwilu compte actuellement plus de 200 cas de rougeole, dont plus de 50 dans la zone de santé de Vanga. Cette campagne se réalise avec l'appui financier et technique de l'OMS et de l'Unicef, annonce Dr Bena Mutuyi.

RDC-Rwanda : les acteurs de la société civile environnementale préoccupés par le sort des gorilles de montagne. Une dizaine d'organisations de la société civile environnementale déplore que ce sanctuaire soit devenu une zone de combats qui opposent les Fardc aux M23. Estimant que cette zone de combat menace la survie des gorilles et son habitat, demandent aux chefs d'Etats rwandais et congolais de démilitariser cette zone.

Kwilu : les inspecteurs de l'EPST en grève. Ces inspecteurs exigent du gouvernement central, l'amélioration des leurs conditions de travail et salariales. D'après le président du syndicat des inspecteurs de cette juridiction, la grève va se poursuivre jusqu'à la prise en compte de leurs revendications par l'Etat congolais.

Nord-Kivu : la situation militaire demeure tendue à Jomba. Des combats ont opposé depuis 3 h du matin, les Fardc aux rebelles du M23, dans la région de Chengerero à une dizaine de km de Bunagana. A l'issue de ces affrontements, les Fardc ont effectué un repli stratégique de leurs positions de Chengerero, Bugusa, Kabindi, Rangira. Ces localités sont désormais occupées par le M23. Des sources dans l'armée indiquent que les Fardc concentrent leurs efforts pour protéger Rutshuru-Centre d'une attaque des rebelles.

Maniema : le gouvernement lance l'opération de mise à jour du fichier provincial des armes à feu. Cette décision vise à maîtriser la circulation des armes dans la province. Le gouverneur intérimaire se dit préoccupé par la situation sécuritaire qui prévaut actuellement dans la région. Un moratoire de 14 jours est accordé à tous les détenteurs d'armes pour se faire enregistrer.

Nord-Kivu : les déplacés vivant à Oicha sollicitent l'assistance. Le bourgmestre de la commune rurale d'Oicha, du territoire de Beni, a appelé à la mobilisation de tous, en vue d'apporter assistance aux déplacés se trouvant dans cette entité, ayant fui des multiples attaques de l'ADF dans la région. Plusieurs déplacés nouvellement venus restent entassés à l'institut Mabalako et les autres à l'école primaire Mwangaza sans aucune assistance.

Lubero : les Mai-Mai FFP/AP toujours actifs dans certaines entités, affirme le délégué du gouverneur. Il a indiqué ce 17 juin que ces miliciens exigent une taxe mensuelle de 1.000 FC à chaque habitant et ceux qui n'exécutent pas sont soumis à des tortures et sommés de payer des amendes forfaitaires.

Ituri : une ONG invite le gouvernement à réduire la présence des enfants dans les sites miniers. En effet, 1500 enfants et des femmes enceintes ont été sensibilisés sur le risque que présentent des produits chimiques dans les puits d'or, sans en donner plus de détails. Selon le coordonnateur de l'Association des personnes victimes des troubles, déplacées et vulnérables de l'Est, le nombre de déplacés et de vulnérables ne cesse de croître dans plusieurs sites à cause de l'insécurité et de la pauvreté.

La RDC invite le Royaume-Uni à faire pression sur Kagame pour mettre fin à la violence. Le gouvernement congolais indique que le choix du Royaume-Uni se justifie notamment par le fait que ces deux Etats ont conclu récemment un accord sur l'immigration. « La réunion de la semaine prochaine des dirigeants du Commonwealth à Kigali est une excellente occasion que le Premier ministre Johnson conduise le Rwanda sur la voie de la paix et de la stabilité entre voisins », a exhorté le Premier ministre Sama Lukonde. La même demande faite au Royaume-Uni est aussi faite aux Etats-Unis et à l'Afrique du Sud. **L'ONU s'inquiète du regain de violence sur les civils.** La Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme Michelle Bachelet et la conseillère spéciale pour la prévention du génocide, Alice Nderitu, ont exprimé leur profonde inquiétude sur l'impact d'une recrudescence récente des hostilités entre le groupe armé M23 et les Fardc sur la population locale dans l'Est du pays. Dans un communiqué, les deux hauts responsables ont appelé à l'arrêt immédiat de toutes les attaques contre des civils.

Samedi 18 juin.

Bintou Keita invite la population à bannir le discours de haine et la discrimination. « Aujourd'hui, le 18 juin marque la première journée internationale de lutte contre le discours de haine. A cette occasion, je

souhaiterais réitérer la profonde préoccupation face à la montée d'appels à la violence et à la haine en RDC, en particulier dans l'Est du pays. Ne cédon pas aux discours incendiaires qui n'ont que trop nourri la violence en RDC et chez nos voisins. Travaillons ensemble à la paix comme l'a souligné le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, les discours de haine sont un danger pour tous et c'est notre devoir à tous de les combattre », a indiqué la cheffe de la Monusco. Le discours de la haine entraîne la violence et divise. **L'UDPS condamne tout discours de haine contre la population rwandophone.** Le parti au pouvoir est accusé d'avoir présenté une liste des lieux bien documentés et identifiés où se retrancheraient les membres de la communauté tutsi et aurait donné le mot d'ordre à leurs militants de les mettre hors d'état de nuire. Pour son président, l'UDPS étant un parti structuré et bien organisé, ne peut être engagée que par ses instances officiellement reconnues. Il met tout de même le Rwanda en garde face à cette énième agression. Il interpelle le président du Rwanda, Paul Kagame à savoir que « la vie de l'homme est sacrée ». **Félix Tshisekedi : « la situation est grave, car notre pays fait face à une agression qui viole tous les traités internationaux ».** Tout en saluant la bravoure des militaires au front, Félix Tshisekedi a invité le gouvernement à mettre tout en œuvre pour leur doter des moyens conséquents. Il a aussi exprimé la solidarité et la compassion de toute la nation aux compatriotes déplacés et autres qui subissent la violence de cette guerre injuste. Le chef de l'Etat a tenu « à rassurer le peuple congolais dans son ensemble qu'il ne ménage aucun effort tant au plan militaire que diplomatique pour que la paix soit rapidement rétablie et que les agresseurs puissent quitter notre territoire ». Le président de la République a en outre demandé aux Congolaises et Congolais de respecter l'ordre établi et d'éviter de tomber dans le piège de l'ennemi, avant de poursuivre que « les faciès des uns ou des autres ne doivent pas ouvrir la voie à la discrimination ou à toute quelconque forme de menace ». **Est de la RDC : l'ECC condamne le comportement hypocrite des pays voisins et le silence coupable de certains pays.** «L'Eglise du Christ au Congo (ECC) soutient le gouvernement congolais dans sa détermination à l'égard de pays environnants, du Rwanda notamment, qui croient qu'ils peuvent gagner paix et prospérité pour leurs pays respectifs par des violations massives de droits fondamentaux, des crimes contre l'humanité, exercés sur leurs propres populations, les repoussant ainsi vers notre pays, en le déstabilisant », indique le document signé par le président de l'ECC.. L'ECC apprécie « à juste titre les deux mesures prises par l'Etat congolais, spécialement celle de rompre tout accord, protocole et autres engagements pris avec le Rwanda et encourage l'Etat congolais à prendre d'autres mesures sévères allant jusqu'à voir s'il faut rompre les relations diplomatiques avec le leadership d'un pays qui tient son bonheur sur le sang des Congolais ».

« **Le vivre ensemble forge une nation et transcende les différences** » (Olivier Kamitatu). « Le vivre ensemble, c'est toutes ces communautés qui dépassent et transcendent leurs différences pour ne faire qu'un seul corps, une seule nation qu'une seule patrie », a déclaré Olivier Kamitatu, intervenant au colloque sur le vivre ensemble qui se tient à Lubumbashi (Haut-Katanga). Il a en outre estimé que les Congolais ont intérêt à se dépasser pour construire la paix, le dialogue, pour avoir une vision et un projet commun et mobiliser toutes leurs ressources humaines matérielles et financières afin de construire ce grand Congo.

La Haute cour militaire se prononcera vendredi 24 juin sur sa compétence ou non de juger François Beya. La Haute cour militaire doit reconnaître sa compétence dans cette affaire par le fait d'une connexion des infractions entre les prévenus, s'appuyant sur une des accusées, membre de l'ordre des héros nationaux Patrice-Emery Lumumba-Laurent-Désiré Kabila. Concernant la santé de François Beya, l'Auditorat militaire a estimé qu'il peut solliciter l'autorisation de se faire soigner tout en étant en détention. Un argument qui n'a pas convaincu la défense.

Environ 4 millions d'enfants de 6 à 11 ans sont toujours en dehors de l'école (Unicef). La chargée du secteur de l'éducation à l'Unicef, tout en reconnaissant les efforts du gouvernement congolais à offrir l'accès à l'éducation à tous les enfants, a évoqué plusieurs défis à relever dans ce secteur : « Il y a encore des défis à relever dans l'actuel système éducatif congolais. Environ 4 millions d'enfants entre 6 et 11 ans sont toujours en dehors de l'école. Ce qui représente à peu près 21% du total des enfants de cette tranche d'âge qui seraient censés aller à l'école ». De leur côté, les députés présents au lancement de cette campagne ont réitéré leur volonté de jouer leur rôle de contrôler et légiférer pour l'amélioration du système éducatif national.

Vaccination contre la rougeole : environ 33 000 enfants de moins de 5 ans attendus à Maï-Ndombe. Selon le médecin chef de cette zone de santé, cette campagne de cinq jours entend riposter contre l'épidémie de rougeole qui sévit dans cette partie du pays. Il a signalé que l'INRB y a déjà notifié 38 cas dont 3 confirmés.

Félix Tshisekedi recommande la tenue rapide des Etats-généraux des sports. Le chef de l'Etat a fait cette recommandation lors du Conseil des ministres qu'il a présidé, à Kinshasa. Il a fait savoir que toutes les disciplines sportives sont affectées par des difficultés de toute nature, au point que le caractère aléatoire des résultats positifs est devenu le principe en lieu et place de la construction et de la consolidation d'une dynamique de progression. « Le sport est un facteur fédérateur et de renforcement de la cohésion nationale. Au-delà de nos

diversités ethniques, politiques et socioculturelles, il est impératif de réfléchir à la restructuration du sport congolais, au moyen d'une approche transversale afin de le doter d'une véritable stratégie nationale à partir de laquelle les fédérations développeront les politiques structurelles avec des objectifs à court, moyen et long terme bien identifiés et propres à leurs disciplines », a souligné Félix Tshisekedi.

Sud-Kivu : les frontières de la RDC avec le Rwanda désormais ouvertes de 6h à 15h. Bien avant cette mesure, les frontières s'ouvraient à 5h et se fermaient à 22h. C'est pour des raisons sécuritaires et aussi sur ordre de la hiérarchie du pays que cette décision est prise. La province du Sud-Kivu partage avec le Rwanda trois postes frontaliers officiels : sur la rivière Ruzizi, dans la ville de Bukavu et à Kamanyola.

Nord-Kivu : l'évêque de Butembo-Beni appelle les Congolais à se mobiliser pour la pacification de la partie Est du pays. « Nous devons être attentifs, nous les Congolais, pour regarder comment nous vivons, comment nous agissons, comment nous bâtissons la paix, comment nous recherchons le bien, le vrai. En ce qui concerne la situation que nous vivons, ça doit interpeller chaque Congolais », a lancé Mgr Melchisédech Sikuli Paluku. Pour lui, chaque jeune doit maîtriser le rôle à jouer pour bâtir un Congo plus beau en se débarrassant des futilités.

Beni : amélioration de la production agricole à Watalinga à la suite du renforcement de la sécurité par l'armée. Cette amélioration de la production agricole dans la chefferie de Watalinga jadis menacée par des attaques à répétition des ADF, est consécutive aux efforts fournis par les Fardc pour la sécurisation de cette région. De son côté, l'armée rassure. Son porte-parole dans la région, indique que le déploiement des troupes continue afin de contrôler toutes les zones qui étaient sous menaces des ADF et il ajoute que ces efforts vont aussi être conjugués pour la partie Ouest du territoire où certains champs de la population sont encore envahis par ces rebelles.

Ituri : l'ONG PSSP distribue des non-vivres à plus de 5 000 déplacés à Kaliko-Omi. Plus de 5 000 déplacés ont bénéficié des baches, des nattes, d'ustensiles de cuisine ainsi que des pagens et cette structure a également doté deux aires de santé de Kaliko-Omi de médicaments pour leur prise en charge gratuite surtout des enfants, souffrant de malnutrition, d'amnésie et de paludisme. Ce don vise à réduire la vulnérabilité de ces déplacés.

Nord-Kivu : Calme précaire à Rutshuru sur la ligne de front entre l'armée et le M23. Des sources locales indiquent que les activités tournent normalement à Rutshuru-centre, malgré quelques inquiétudes. Elles confirment la récupération de Tchengerero par les rebelles en sachant que l'armée congolaise maintient toujours ses positions au niveau de Rwanguba et même Ntamugenga, dans le voisinage de Tchengerero. Elles ajoutent que les combats ont accentué le mouvement des populations sur le chemin de l'exil des trois groupements concernés.

Kongo Central : 2 meurtres enregistrés à l'espace d'une semaine à Lukula. Il s'agit d'un étudiant de l'ISTM Mbata-Mbengi qui a été tué par la machette vers le village Kaidanga, du secteur de Kakongo. Le second cas remonte à jeudi, dans l'agglomération de Lemba, où un motocycliste a été abattu par des personnes non identifiées.

Discours de la haine : les mots transformés en armes peuvent mener à la violence physique, estime Antonio Guterres, à l'occasion de la journée internationale de lutte contre les discours de haine. Les discours de haine alimentent le racisme, la xénophobie et la misogynie. Ils déshumanisent les individus et les communautés et compromettent les efforts déployés pour promouvoir la paix, les droits humains et le développement durable.

Nord-Kivu : l'évêque du diocèse de Goma appelle la population à « ne pas tomber dans le piège de la violence » Mgr Willy Ngumbi, attire l'attention de ses fidèles à éviter de tomber dans ce piège, en répondant aux appels de ceux qui veulent créer le chaos dans le pays pour servir les pêcheurs en eau trouble de tous bords et les exhorte d'éviter la haine ethnique, les agitations, l'exclusion de l'autre et le vandalisme.

Ituri : marche des partis politiques de l'Union sacrée pour soutenir l'armée. Dans leur memorandum, ils demandent notamment au gouvernement de mettre des moyens nécessaires à la disposition des Fardc pour répondre efficacement à l'agression du Rwanda contre la RDC. Des centaines de militants avec des drapeaux de leurs partis politiques ont sillonné les principales artères de la ville de Bunia pour manifester leur ras-le-bol face à l'agression du Rwanda et aux tueries de civils par des groupes armés à l'Est de la RDC.

Insécurité en RDC : plus de 700 000 personnes déplacées depuis le début de l'année 2022. Le Coordonnateur Humanitaire du système des Nations Unies en RDC, a déploré cette situation, dans un communiqué publié

samedi 18 juin. Selon cette agence onusienne, près de 5,9 millions de personnes sont déplacées à l'intérieur du Congo.

Dimanche 19 juin.

Haut-Katanga : Mgr Fulgence Muteba appelle à bannir les affrontements ethniques, et tout ce qui divise et ne contribue pas à l'édification de la nation. Il a lancé cet appel samedi 18 juin, lors de la clôture du colloque organisé par l'archidiocèse de Lubumbashi sur le vivre ensemble. A l'issue des trois jours des travaux, les participants ont formulé plusieurs recommandations pour que le vivre ensemble soit enfin une réalité dans notre société. Ils proposent notamment l'insertion dans le programme scolaire de la notion du vivre ensemble.

Kinshasa : libération de 46 prisonniers dont Jacky Ndala, président de la ligue des jeunes du parti politique Ensemble pour la République, qui avait été condamné en juillet 2021, pour incitation à la désobéissance civile. Plus de 200 prisonniers ont été graciés. Leur libération va se poursuivre ce lundi pour ceux qui restent.

Plus de 6 000 alignés à la prime de risque. Six mille dix-sept médecins, sur près de huit mille répertoriés, et un peu plus de dix mille agents des autres catégories professionnels de la santé ont été alignés à la prime des risques en RDC. Le ministre de la Santé, Hygiène et Prévention, s'est réjoui de la mise en œuvre progressive du protocole d'accord signé avec le banc syndical. Parlant au nom du banc syndical, le président du Syndicat national des médecins, dit compter sur la bonne foi du gouvernement. La clôture des travaux est prévue lundi 20 juin.

Nord-Kivu : situation tendue après affrontements entre les Mai-Mai APCLS et NDC à Nyamaboko. Ce climat fait suite aux nouveaux affrontements qui ont opposé la nuit de vendredi à samedi deux factions des groupes armés : l'Alliance pour un Congo libre et souverain (APCLS) de Janvier Kalahiri et Nduma pour la Défense du Congo (NDC) Renové. Au moins cinq villages, où ces affrontements ont eu lieu, se sont vidés de leurs habitants.

Antonio Guterres appelle les groupes armés à adhérer au processus DDRC-S. Le Secrétaire général de l'ONU reste préoccupé par la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC et réaffirme son soutien aux efforts nationaux et régionaux visant à promouvoir la paix et la stabilité en RDC et dans la région des Grands lacs, notamment par le biais du processus de Nairobi et du prochain conclave des chefs d'État.

Beni : la société civile dénonce des barrières illégales érigées par des Mai-Mai à Baswagha-Madiwe. Cette situation met en mal la quiétude de la population, qui demande au gouvernement de concrétiser son programme de Désarmement, démobilisation et réinsertion communautaire et stabilisation (DDRC-S) en faveur de ces combattants volontaires au processus de paix dans la région.

Nord-Kivu : la société civile contre le discours de haine. Pour le vice-président de la société civile du Nord-Kivu : le fait de s'attaquer aux individus sur base de leur appartenance communautaire est un jeu au profit de l'ennemi. Il a alors souligné la nécessité de promouvoir la cohabitation pacifique des communautés pour l'instauration d'une paix durable dans la région. Dans ces conditions, on risque de se rabattre sur des innocents et laisser malheureusement les bourreaux. Il a invité la population locale à éviter de victimiser les autres. « Nous devons éviter de généraliser, plutôt nous devons développer chacun dans sa communauté des éléments qui cherchent à promouvoir la paix, à promouvoir la concorde et la cohabitation pacifique ».

Les dirigeants d'Afrique de l'Est au chevet lundi de l'est de la RDC. Ce sommet des dirigeants des sept pays de la Communauté d'Afrique de l'Est intervient alors que les tensions ont redoublé ces dernières semaines entre la RDC et le Rwanda avec la résurgence de la rébellion du M23, accusée d'avoir tué en janvier au moins 26 militaires congolais dans une attaque. Depuis, Kinshasa accuse Kigali de soutenir cette rébellion à prédominance tutsi, ce que Kigali dément. Le M23 avait été vaincu en 2013 mais a repris les armes fin 2021.

Kinshasa : inauguration d'un laboratoire pour diagnostiquer les cas drépanocytose au centre Mabanga. Le ministre de la Recherche scientifique et innovation technologique, a inauguré ce 19 juin à Kinshasa le laboratoire moderne scientifique au centre de médecine mixte et d'anémie SS Mabanga dans la commune de Kalamu. C'était à l'occasion de la journée mondiale de drépanocytose célébrée chaque 19 juin. Ce laboratoire permettra de diagnostiquer rapidement tous les cas drépanocytose dans la ville de Kinshasa.

Maniema : une personne tuée à Kalima à la suite d'une marche de l'UDPS qui a dégénéré. Selon le bourgmestre de cette commune, cet acte a été posé par la population après la marche organisée par l'UDPS/section de Kalima pour soutenir les Fardc qui sont au front au Nord-Kivu et qui a dégénéré. Il appelle la

population au calme et à éviter des actes de haine, les conflits internes et règlements de compte, des comportements qui sont contraires au vivre ensemble. Cette situation a paralysé toutes les activités dans cette commune.

Le BCNUDH condamne les appels à la violence et à l'hostilité. Le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme en RDC affirme avoir pris connaissance de « vidéos d'individus clairement identifiés appelant à s'en prendre à des personnes et à leurs biens sur base de leur appartenance ethnique ». À la suite de ces appels, d'autres vidéos commencent à circuler, montrant des individus, armés de machettes et gourdins, menaçant de passer à l'action. Il condamne fermement ces actes, et rappelle que l'incitation à la violence et à l'hostilité est un fait répréhensible et leurs auteurs doivent être poursuivis et sanctionnés conformément à la loi.

Lundi 20 juin.

Félix Tshisekedi à Nairobi pour participer à la rencontre de l'EAC consacrée à la situation sécuritaire à l'Est de la RDC. « Arrivé ce dimanche soir à Nairobi pour le 3ème conclave de Nairobi, le Président de la république Félix-Antoine Tshisekedi entend dénoncer clairement à ses pairs le jeu ambigu de certains pays voisins dont la connivence avec les groupes terroristes du M23 n'est plus à démontrer et exiger le retrait immédiat des troupes rwandaises du territoire congolais », note une dépêche de la Cellule de communication de la Présidence.

L'enjeu principal de ce troisième sommet (après ceux du 8 avril et 21 avril) depuis l'adhésion de la RDC à cette communauté sous régionale demeure l'évaluation du processus politique de Nairobi depuis le dernier conclave d'avril et la composition de la force militaire régionale. **Les dirigeants de l'EAC s'accordent sur le déploiement d'une force régionale en RDC.** Le sommet appelle « à une cessation immédiate de toutes les hostilités à l'Est de la RDC et à tous les groupes armés, tant étrangers que locaux, à déposer les armes immédiatement et sans condition, et à s'engager au processus politique. » Le communiqué final appelle en outre « à la déclaration des provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu (Bunagana, la plupart des régions du Petit Nord, Masisi, Lubero, Axe principal Beni-Kasindi) et du Sud-Kivu ZONES SANS ARMES, où tout individu ou groupe portant des armes en dehors des forces loyalistes et légalement déployées, et mandatées dans le pays sera désarmé. »

La Belgique remet officiellement la relique de Lumumba à sa famille à Bruxelles. Le Chef de l'exécutif national congolais, Jean-Michel Sama Lukonde, prend part à cette cérémonie. En effet, la restitution du coffret contenant la dent de l'ancien Premier ministre congolais assassiné se fera en présence de plusieurs officiels belges et congolais. Bien avant cette cérémonie, la famille de Patrice Lumumba sera reçue au Palais royal belge par le roi Philippe. Une veillée mortuaire sera organisée à l'ambassade de la RDC en Belgique ce même lundi ainsi que l'ouverture d'un livre de condoléances. Des honneurs militaires seront organisés avant le départ.

La RDC et le Rwanda ont essentiellement signé des accords militaires. C'est le cas de l'accord signé en 2012, entre Kabila et Kagame sur le principe d'une force internationale armée et neutre pour éradiquer le M23 et les rebelles rwandais des FDLR dans l'Est de la RDC, patrouiller et sécuriser les zones frontalières. Mercredi 13 juin dernier, le Conseil supérieur de la défense a demandé au gouvernement de la RDC de suspendre tous les protocoles d'accord, accords et conventions conclus avec le Rwanda. Cette mesure a été prise à la suite de l'appui du Rwanda aux rebelles du M23 qui ont lancé des hostilités depuis octobre 2021 dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu).

Tanganyika : les agences de l'ONU restent après le départ de la Monusco (Bruno Lemarquis). « La Monusco est un membre de la famille qui a joué un rôle important. Elle se retire mais des nombreux autres membres de la famille des Nations Unies resteront dans la province de Tanganyika. C'est ce qu'on appelle les agences, les fonds et les programmes des Nations Unies, qui sont plus d'une dizaine à Kalemie pour la province. Il y a l'Unicef, le FNUAP, le PNUD, l'UNOPS, l'OIM, le HCR, OCHA, etc. Avec le départ de la Monusco, il y aura une montée en puissance des agences. Certaines agences vont vraiment se déployer, plus, surtout pour tout ce qui est du suivi de tous les acquis de la Monusco, en termes de consolidation de la paix », a précisé le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies et coordonnateur humanitaire en RDC

Nord-Kivu : nouveaux affrontements entre Fardc et M23 dans le groupement Bweza, dimanche 19 juin. Sur l'axe Rutshuru-centre-Bunagana, l'armée congolaise maintient toujours ses positions au niveau de Rwanguba, alors que les rebelles M23 sont au niveau de Tchengerero, et certains autres villages des groupements de Jomba et Busanza. L'hôpital de Rwanguba a été évacué, et les malades transférés vers l'hôpital général de Rutshuru. Cette opération d'évacuation a créé une certaine panique au sein de la population.

Tension RDC-Rwanda : des sanctions à l'encontre des auteurs des appels à la violence et à la xénophobie.

Dans son intervention le 19 juin sur la télévision nationale, le ministre de l'Intérieur, sécurité, décentralisation et affaires coutumières a précisé que des congolais doivent éviter les actes de stigmatisation et des actes qui s'apparentent à une sorte de chasse à la sorcière. « Pour ce qui est arrivé à Kalima au Maniema, ou des gens sont tombés sur un citoyen congolais, à morphologie nilotique, l'image circule sur les réseaux sociaux. Ce sont des actes à décourager. A Kinshasa, on a encore vu un groupe des jeunes gens, circulant sur les artères de Kinshasa, à la recherche des rwandais », déplore le ministre. « J'interpelle tous les responsables de services de renseignements, les responsables de entités politico-administratives de tout faire pour mettre la main sur ces inciviques ».

Nord-Kivu : la Monusco condamne « sans réserve » les nouvelles attaques ciblées du M23 contre ses positions.

Dimanche 19 juin, au moins six tirs de mortiers ont été lancés contre les Casques bleus. La Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU en RDC, rappelle que viser des soldats de la paix des Nations unies peut constituer un crime de guerre au regard du droit international. La Monusco réitère son soutien au gouvernement congolais et à son armée dans leur lutte contre le M23 et tout groupe armé. Bintou Keita, exprime par ailleurs sa profonde inquiétude quant à la recrudescence des messages de haine et l'incitation à l'hostilité en RDC. Malgré les appels à la retenue et au calme des autorités congolaises, des messages incitant à l'hostilité contre des citoyens congolais ou étrangers en raison de leur appartenance ethnique ou nationale, continuent à être diffusés.

Nord-Kivu : poursuite des combats entre les Fardc et M23 dans le Rutshuru.

Les sources de la société civile locale rapportent que, le théâtre d'affrontements se situe dans la zone de Bikenge et Shanghi, dans le groupement Bweza. D'autres affrontements sont signalés dans le groupement Busanza. Les rebelles visent le contrôle de la frontière de Kitagoma avec l'Ouganda, à 20 kms de Bunagana. Pendant ce temps, le calme règne encore dans les grandes agglomérations situées le long de la RN2, depuis Rugari jusqu'à Rutshuru centre en passant par le camp de formation et d'entraînement des Fardc à Rumangabo.

Bruxelles: Sama Lukonde appelle la jeunesse congolaise à "porter à bras le corps le combat de Lumumba".

La dépouille de Lumumba a été remise officiellement à sa famille dans la matinée lundi 20 juin à sa famille par le procureur fédéral belge. La restitution officielle du coffret contenant la dent de Lumumba a été organisée au palais d'Egmont à Bruxelles en présence notamment du Premier ministre congolais, Jean-Michel Sama Lukonde, et son homologue belge qui a présenté des excuses pour la responsabilité morale de la Belgique dans l'assassinat du Patrice Emery Lumumba.

Goma : plus de 200 jeunes candidats à la formation d'officiers des Fardc.

Plus de deux cents jeunes diplômés sont déjà sélectionnés pour le concours national de la formation des officiers des Fardc, qui sera organisé le week-end prochain à Goma (Nord-Kivu)." Les gradués et les licenciés vont faire la session spéciale à l'école de formation des officiers, qui est à Kananga. Tandis que les diplômés (d'État), eux, ils vont étudier pendant trois ans à Kananga et ils vont y sortir sous-lieutenants. Le concours sera organisé, ici à Goma, à l'EP Tanganyika, ce sera samedi et dimanche. Nous voulons cette-fois ci l'armée professionnelle", a précisé le colonel Tshika.

Maniema : le gouverneur décrète un couvre-feu à Kalima.

Cette décision intervient après les incidents survenus le week-end dernier à Kalima, où un bouvier a été lynché par la population." La justice populaire n'est pas autorisée par la constitution de la RDC. Si une fois vous suspectez une personne, venez signaler l'autorité compétente pour s'en occuper. Pas à la population de se rendre justice. Nous demandons à la population de rester à la maison à partir de 20 h jusqu'à 5 h du matin. Toute personne trouvée en circulation pendant les heures du couvre-feu sera arrêtée."

Butembo : les écoliers de l'EP Kinyabuyira n'étudient plus depuis l'incendie de leur école.

Le président du parlement d'enfants de Butembo-Lubero, qui dénonce et condamne fermement cet incendie, indique que cet acte n'est pas le premier dans la région. Il estime que cet incendie constitue une violation des droits de ces enfants et un grand danger pour la communauté. Il appelle ainsi les autorités à prendre des dispositions pour prévenir de tels incidents et à soutenir cette école en vue de sauver l'éducation de ces écoliers.

Gbadolite : le Conseil provincial de la jeunesse lance une collecte des fonds pour les Fardc.

L'opération va se dérouler de porte à porte jusqu'au 3 juillet prochain. Par ailleurs, le CPJ, en collaboration avec les églises et des leaders de la société civile, a projeté une marche de soutien populaire aux Fardc ce jeudi 23 juin. **Maniema : la communauté de Salamabila organise une marche de soutien aux Fardc.** "Nous, communauté de Salamabila, préoccupés par la situation sécuritaire qui prévaut dans notre pays précisément à l'est de la RDC,

avons pris le courage de descendre sur la rue pour manifester notre soutien aux institutions de notre pays, à nos vaillantes forces loyalistes qui combattent jour et nuit pour défendre l'intégrité territoriale contre l'agresseur de la République du Rwanda cachée sous le M23".

Goma : 100 officiers de l'armée et de la police à l'école des droits de l'homme. Cet atelier de deux jours est organisé par le ministère de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires coutumières avec l'appui du Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme. Les officiers Farde sont formés au respect des droits de l'homme, non seulement en temps de paix mais surtout en temps de conflit.

Le HCR dénombre 72 000 réfugiés en Ituri et Haut-Uele. « Nous avons à peu près 72.000 réfugiés, en majorité Sud-soudanais, qui sont gérés par le bureau du HCR à Aru. Qui comprend aussi bien des réfugiés qui sont installés dans le territoire de Faradje dans la province du Haut-Uele. Au niveau de la province de l'Ituri, le HCR a mis en place le programme d'insertion et d'autonomisation, parce que le HCR travaille beaucoup plus sur des questions de solutions. Donc, sur le programme d'autonomisation, l'idée c'est de rendre les réfugiés autonomes de sorte que, en plus de l'assistance alimentaire qu'ils puissent subvenir à leurs besoins. » a affirmé le chef de Bureau du HCR.

Mongala : mise en place du bureau d'âge à l'assemblée provinciale. Cette mise en place est consécutive au dépôt, samedi dernier, de trois différentes pétitions contre le président, le vice-président et le rapporteur adjoint de l'organe délibérant. Il leur est reproché plusieurs griefs, dont le détournement, la mauvaise gestion et l'incompétence. Le bureau d'âge se donne une semaine environ en vue d'installer les nouveaux membres, qui vont combler les postes vacants. Le président du bureau d'âge a dévoilé le chronogramme sommaire de son mandat, à savoir l'installation des nouveaux membres élus, le cas échéant. Ainsi le mercredi 23 juin, il a prévu l'examen et le vote de différentes pétitions déposées contre le président, le vice-président et le rapporteur-adjoint sortants.

Mardi 21 juin.

Kasaï-Central : l'ex-gouverneur intérimaire accusé détournement de fonds publics. Les députés provinciaux du Kasaï-Central accusent Tharcisse Kabatusuila d'avoir détourné 170 000 USD. Cet argent a été emprunté dans une banque pour les plaques d'immatriculations. L'incriminé pour qui les arguments n'ont pas été acceptés par les députés a expliqué que cet argent devait être remboursé après la vente de ces plaques. Par ailleurs, le nouveau gouverneur du Kasaï-Central, John Kabeya a débuté ce même lundi les consultations avec les forces vives de la province pour s'imprégner des difficultés de la province pour son développement.

Ouverture à Kinshasa du Forum régional pour la prévention et la lutte contre les discours de haine. La ville de Kinshasa accueille du 21 au 24 juin un Forum régional pour le développement et l'adoption d'un projet de stratégie régionale et du plan d'action pour la prévention et la lutte contre les discours de haine dans les supports de communication écrite, audiovisuelle et numérique en Afrique centrale. La rencontre mobilisera les professionnels de l'information et de la communication ainsi que toutes les autres parties prenantes provenant des pays membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), notamment les régulateurs et autorégulateurs des médias, les membres de la société civile et des confessions religieuses, les acteurs étatiques et socio-politiques, entre autres.

Nairobi : les Chefs d'Etat de l'EAC ordonnent «la cessation immédiate des hostilités, y compris le retrait des positions récemment prises ». Le conclave a reconnu et réitère que la confiance, la cessation des hostilités, et le cessez-le-feu inconditionnel, sont parmi les questions essentielles qui nécessitent une résolution concertée, urgente et durable. Ils ont reconnu la suprématie de la Constitution de la RDC et se sont engagés à maintenir un pays unifié et sécurisé, avec des institutions cohérentes et crédibles du gouvernement central exerçant une autorité totale sur son territoire et reconnaissant que les voies pacifiques constituent la meilleure façon de résoudre les conflits. **La force régionale.** Les Chefs d'Etat ont donné des instructions pour que la Force régionale qui sera mise sur pied dans les prochains jours, cherche à stabiliser et à garantir la paix en RDC, en coopération avec les forces militaires et administratives de la RDC. La Force Régionale devrait également coopérer dans la mise en œuvre du processus de désarmement et de démobilisation, indique le communiqué final. **Le plan politique.** Les parties prenantes ont convenu que le processus politique devrait être intensifié par toutes les parties afin de permettre aux citoyens de la RDC de se sentir en sécurité et de pouvoir reprendre et poursuivre leurs activités sociales, culturelles et économiques respectives. **Les discours de haine.** Les chefs d'Etat ont également souligné que, tout langage offensant, tout discours de haine, toute menace de génocide et tout autre langage politiquement incitatif doivent cesser et être découragés par toutes les parties et que le peuple congolais doit être encouragé à travailler ensemble afin de stabiliser l'est de la RDC pour que cette partie du pays

prospère, précise le communiqué final. **RDC-Rwanda : les députés provinciaux de Rutshuru exigent le retrait des troupes étrangères.** Le caucus des députés élus du territoire de Rutshuru, dans la province du Nord-Kivu ont déploré, lundi 20 juin à Goma, les conséquences humanitaires qu'entraîne la guerre imposée à la RDC par les rebelles M23 soutenus par le Rwanda. Pour ces élus, la communauté internationale devrait obliger le Rwanda à retirer ses troupes du sol congolais.

Nord-Kivu : interdiction d'importer et d'exporter les marchandises via Bunagana. C'est à la suite de la réouverture le lundi, de ce poste frontalier par les terroristes du M23 qui occupent avec leurs alliés rwandais, la cité de Bunagana depuis le 13 juin. Le gouverneur du Nord-Kivu, prévient « toute personne dont la marchandise, de quelle que nature que ce soit entrerait par ce poste frontalier sera considérée comme fraudeur, collaborateur de l'ennemi et subira la rigueur de la loi ». Les effets de cette mesure prendront fin dès la reprise de Bunagana par les Fardc qui se préparent pour restaurer l'intégrité du territoire et l'autorité de l'Etat dans cette partie du territoire de Rutshuru, précise le communiqué.

Nord-Kivu : un élève tué par la foudre à Kitshanga. Le directeur de l'école primaire Bibwe, qui livre cette information indique que seize autres élèves ont été grièvement blessés. Toutes les victimes de l'école primaire Bibwe, sont prises en charge dans deux structures sanitaires de la place.

Tanganyika : Bruno Lemarquis appelle les humanitaires à appuyer les autorités le développement de la province. Le coordonnateur Humanitaire en RDC a lancé cet appel à l'issue d'une rencontre avec les humanitaires de la province. « Notre nouvelle stratégie ici, sera une approche de NEXUS, c'est-à-dire : nous allons travailler, les humanitaires, les agences de développement, le gouvernement. Ensemble, on va se mettre au tour de la table pour avoir une analyse commune, pour voir ce qu'il faut faire ensemble et puis chacun de nous va contribuer par rapport à son mandat ». Le représentant du réseau des ONG nationales et coordonnateur zone Est de la LIZADEL, plaide quant à lui, pour une implication des structures locales et nationales dans la mise en œuvre des projets, suivant cette nouvelle stratégie.

Guy Bandu promet de faire du Kongo-Central le poumon économique de la RDC. Le gouverneur du Kongo-Central l'a annoncé le 20 juin lors de la prise officielle de ses fonctions à Matadi. Il promet de concentrer ses efforts sur l'économie pour atteindre les objectifs qu'il s'est assigné. Il s'engage aussi pour la restauration de la cohésion au sein de la province. Il tend la main à tous ceux qui veulent travailler pour l'essor du Kongo-Central.

Nord-Kivu : les combats s'intensifient entre les Fardc et M23 à Rutshuru. Des sources administratives ainsi que de la société civile à Rutshuru indiquent qu'après avoir été repoussés, le 20 juin de Karambi, Kitagoma et Kitovu, groupements Bweza et Busanza, les rebelles du M23 et leurs alliés ont attaqué l'axe sud ce mardi 21 juin. Les rebelles M23 ont pris pour cible, les positions Fardc vers Bikenke et Ruvumu sur l'axe Kabaya-Rumangabo, précisent ces sources. Toute la matinée de ce lundi, des tirs à l'arme sont entendus dans la zone. Selon les sources administratives locales, si cette attaque a été repoussée par l'armée, quelques civils trouvés dans la zone auraient été tués par des bombes larguées par les rebelles.

Ituri : accrochages entre militaires et Codeco dans le territoire de Djugu, entre les localités de Lopa et Gina dans le territoire de Djugu (Ituri). Les assaillants ont lancé l'assaut sur la position des Fardc dans le but de les déloger et d'occuper la RN27. Leur tentative a échoué, mais, le trafic a été perturbé pendant quelques heures.

Ituri : retour progressif des populations en raison de l'amélioration des conditions sécuritaires. Des populations des localités des territoires de Djugu, Mahagi et Irumu regagnent progressivement leurs milieux, en raison de l'accalmie observée depuis la cessation unilatérale des hostilités par des groupes armés et les opérations militaires menées par les forces conjointes Fardc-UPDF contre les groupes armés et les rebelles des ADF.

Les groupes armés appelés à s'inscrire dans le schéma de la paix pour la stabilisation de l'est du pays. La délégation des émissaires du Président de la République pour une mission de paix en Ituri entre juillet 2020 et janvier 2021 encourage le groupe armé URDPC/Codeco à demeurer fermement engagé au processus de paix et de dialogue. Elle invite, en même temps, les autres groupes armés opérant dans l'est de la RDC à s'inscrire dans le schéma de la paix pour la stabilisation de l'est, en emboîtant le pas de l'URDPC/Codeco.

Denis Mukwege invite la population Congolaise à dénoncer les messages d'incitation à la haine. « Ne donnons pas un prétexte aux criminels qui nous attaquent. Ne confondons pas les hommes et les femmes

paisibles avec les régimes qui équipent les terroristes du M23 tant avec les armes qu'avec des soldats qui sèment la mort et la désolation dans la région depuis plus d'un quart de siècle », martèle le prix Nobel de la paix 2018.

Butembo : plus de 30 officiers et agents de la PNC formés pour prendre la relève après le départ de la Monusco. Une trentaine de policiers ont été formés pendant deux semaines à Butembo, Nord-Kivu, en andragogie (méthodologie et techniques de formation des personnes adultes). Cette formation s'est clôturée ce lundi 20 juin. Elle avait pour but de permettre à la PNC d'être à même d'assurer seule le renforcement de capacités de ses éléments, après le départ de la Monusco.

Haut-Katanga : les responsables de l'UDPS et UNAFEC appelés à mettre fin au désordre à Kasumbalesa. La demande a été faite le 20 juin par le vice-gouverneur du Haut-Katanga qui a réuni les deux parties à Lubumbashi à la suite des troubles survenus la semaine dernière à Kasumbalesa. Certains militants de ces deux formations politiques se sont affrontés, paralysant ainsi les activités commerciales, renseigne le maire de Kasumbalesa.

Dieudonné Kamuleta Badibanga élu président de la Cour constitutionnelle. Le nouveau président de cette Haute juridiction est un magistrat de carrière, ancien conseiller à la Cour de cassation et juge à la Cour constitutionnelle depuis le 17 juillet 2020. Il faisait partie du quota du Conseil supérieur de la magistrature et avait commencé sa carrière dans la ville de Kamina, province du Haut-Lomami. Conformément à l'article 158 alinéa 5 de la Constitution il a été élu par ses pairs pour un mandat de trois ans, renouvelable une fois.

Uvira : le président du comité des réfugiés burundais appelle au respect du droit d'asile. Il a lancé cet appel, à l'occasion de la célébration de la journée mondiale des réfugiés dont le thème de l'année 2022 est « droit de demander l'asile ». Le plus grand camp de réfugiés burundais de Lusenda comptait près de 40 mille personnes en 2015. Des sources du HCR, relayées par le chargé de rapatriement à la Commission nationale pour les réfugiés, CNR/Uvira, font état de près de 10 mille réfugiés burundais rapatriés volontairement au Burundi.

Kikwit : plus de 70 convives victimes d'une intoxication alimentaire, confirme l'INRB. D'après les informations fournies par le maire, ces personnes ont été internées dans différentes formations sanitaires de cette ville, après avoir participé à une fête de mariage le dimanche 12 juin. Les analyses médicales ont confirmé une intoxication alimentaire. "Ils sont hors du danger", assure-t-il.

" Avoir un gouverneur élu au Maniema est une urgence pour son émergence" (Société civile de Salamabila). En marge de la marche de soutien aux Fardc, organisée le 20 juin à Salamabila dans le territoire de Kabambare, la société civile locale a appelé à la réorganisation urgente du scrutin du gouverneur du Maniema. Cet appel intervient après l'annulation des résultats provisoires du scrutin du 6 mai dernier par le Conseil d'Etat.

Maniema : plus de 217 600 enfants attendus à la vaccination contre la rougeole. « Nous avons procédé au lancement de la campagne de riposte contre la rougeole dans la province du Maniema et cette campagne a concerné 5 zones de santé dans le cadre de l'OMS et une zone de santé avec l'appui de l'Unicef. ».

Bruxelles : derniers hommages à Patrice-Emery Lumumba. Des hommages mérités ont été rendus mardi 21 juin à Patrice-Emery Lumumba, héros national et premier Premier ministre congolais, à l'Ambassade de la République démocratique du Congo à Bruxelles où la dépouille a été exposée pour une veillée mortuaire. Danses traditionnelles et tam-tam ont accompagné le corbillard. Entre l'ambassade de RDC et le square Patrice Lumumba à l'entrée de "Matongé", le quartier de la communauté congolaise à Bruxelles, le cortège a réuni environ 200 personnes, selon la police.

L'Inde promet 282 millions USD pour électrifier la RDC, selon Laurent Batumona. Le gouvernement indien, à travers l'Exim Bank of India, a promis de financer le secteur de l'électricité en RDC, a annoncé le directeur général de la Direction générale de la dette publique (DGDP), Laurent Batumona, mardi 21 juin à la presse.

Nord-Kivu : le parlement d'enfants sensibilise sur la gestion des déchets en milieu scolaire. Elle concerne vingt écoles primaires de la région. La campagne vise à sensibiliser les écoliers sur la bonne gestion des déchets pour protéger l'environnement. « Nous avons disponibilisé quarante poubelles ; deux poubelles par école où on doit voir les déchets dégradables dans leur poubelle et les non-dégradables dans une autre poubelle pour que ces déchets ne puissent pas être mélangés, car cela n'est pas bon également pour la santé des enfants. »

Mercredi 22 juin.

Retour en RDC de la relique de Lumumba. La dépouille mortelle de Patrice-Emery Lumumba est de retour au pays depuis ce 22 juin matin. L'avion de Congo Airways, transportant les restes de l'ancien Premier ministre congolais, a atterri à l'aéroport international de N'djili, en provenance de Bruxelles via Paris. Après l'escale de Kinshasa, sans passer par le centre-ville, la délégation prend la direction d'Onalua, village natal de Patrice Emery Lumumba, rebaptisé « Lumumba-ville », dans la province du Sankuru. Parmi les personnes ayant accompagné le coffret à Kinshasa, figurent les membres sa famille et du gouvernement, notamment le Premier ministre Sama Lukonde. **Trois jours de deuil national.** Après le Sankuru, le cortège se rendra à Kisangani, puis Lubumbashi pour être conduit à Shilatembo, où Lumumba avait été assassiné le 17 janvier 1961, avec deux de ses compagnons, Maurice Mpolo et Joseph Okito. Ces derniers ont été élevés au rang de grands officiers de l'ordre national des héros nationaux Kabila-Lumumba. La dépouille sera ensuite ramenée à Kinshasa. Trois jours de deuil national seront organisés, puis l'inhumation au mausolée à la place de l'Echangeur à Limete.

« **La RDC s'est engagée à poursuivre tous les auteurs des actes d'incitation à la haine envers qui que ce soit** » (Nana Manuanina). La ministre près le Président de la RDC, a réaffirmé l'engagement de Kinshasa « à poursuivre tous les auteurs des actes d'incitation à la haine envers qui que ce soit ». Elle l'a déclaré à l'ouverture le 21 juin à Kinshasa, d'un forum régional dont l'objectif est la mise en œuvre d'une stratégie régionale et d'un plan d'action pour la prévention et la lutte contre les discours de haine en Afrique centrale. Ce forum est une initiative conjointe du Bureau régional des Nations unies pour l'Afrique centrale (UNOCA) et de la Commission de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC). La rencontre de Kinshasa est la 3e de la série, après celles tenues successivement à Douala, au Cameroun, du 26 au 29 octobre 2021, et à Bangui, en RCA, du 26 au 29 avril 2022. **RDC-Rwanda : l'auditeur supérieur près la Cour militaire de l'Ituri met en garde les xénophobes.** Des sources concordantes affirment que 3 personnes sont déjà victimes du discours de haine et de xénophobie. Un habitant a été agressé et dépouillé d'un montant estimé à 1 250 USD vers Rwampara, à la périphérie de Bunia. Un autre a été menacé de mort sur la route de Kasenyi, à 55 kms de Bunia et le troisième cas est signalé au quartier Ndibe au chef-lieu de la province. Les acteurs politiques également s'insurgent contre cette pratique qui limite même le mouvement de certains habitants qui ont peur d'être assimilés aux rwandais. **Sud-Kivu : l'Eglise catholique appelle la population à la non-violence.** L'Eglise catholique de Bukavu au Sud-Kivu invite ses fidèles à la retenue face aux messages de haine propagés ces derniers temps par certaines personnes mal intentionnées. Le directeur de la Commission Diocésaine Justice et Paix de l'Archidiocèse de Bukavu, évoque les bonnes relations de fraternité qui caractérisent depuis des décennies les peuples Rwandais et Congolais. D'après lui, il ne faut pas que les Agenda politiques motivés par des ambitions politiques divisent la population : "Nous nous sommes des paisibles citoyens et nous voulons entretenir toujours ces relations de bon voisinage. De la même manière que les enfants du Rwanda viennent étudier ici, ceux d'ici peuvent aller étudier là-bas. Il y a même ici au bureau de la commission justice et paix un programme de commerce transfrontalier entre nous et Cyangugu, entre nous et le Burundi, donc il n'y a pas de raison d'hystériser la situation politique pour envenimer les relations entre les gens. Et je ne crois pas que le fusil soit toujours la meilleure solution pour régler un problème. Encore moins la machette, le couteau ou le bâton".

Giscard Kusema : « **La RDC n'est pas une jungle où n'importe quelle force peut venir combattre** ». Le directeur adjoint de la cellule de la Communication de la Présidence de la République, affirme que toutes les voies qui mènent vers un retour de la paix en RDC sont exploitées, mais sans compromission, ni de remise en cause de la souveraineté de la RDC. Il répondait aux inquiétudes soulevées par certains compatriotes quant à l'intervention de la force régionale décidée par les Chefs d'Etat de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), réunis en conclave lundi 20 juin à Nairobi au Kenya. Ces derniers ont donné des instructions pour que la Force régionale qui sera mise sur pied dans les prochains jours, cherche à stabiliser et à garantir la paix en RDC. **Chober Agenonga :** « **La stabilité de la RDC ne dépend pas de cette puissance régionale qui sera déployée** ». Le professeur Chober Agenonga, spécialiste dans le domaine des études de sécurité, de géopolitique et de sociologie militaire, explique « Je crois qu'il ne faut pas être prestidigitateur pour dire qu'il s'agit d'un projet mort-né de la paix. Il appartient aux responsables des institutions de la RDC de mettre en place une approche efficace et proactive. Et cette approche ne doit pas se reposer sur les puissances extérieures. Nous ne sommes pas un Etat sous tutelle. Nous sommes un Etat souverain. A ce titre, nous devons mettre sur pied une armée qui soit à mesure de défendre l'intégrité territoriale, une armée qui soit capable d'assurer la sécurité des institutions et des civils. ». « **Ces rebelles neutralisés en 2013 reviennent en force parce que parrainés par des Etats voisins** », **dénonce Nosiviwe Mapisa**, la présidente de l'Assemblée nationale sud-africaine, « Le Conseil de sécurité doit tout faire pour que la RDC puisse avoir l'appui qu'il faut afin que ce conflit puisse prendre fin. Car, maintenant que le président de l'Assemblée nationale de la RDC a retracé clairement la situation, nous sommes bien informés et vos décisions seront relayées », a-t-elle ajouté. Parmi les pays membres du Conseil de sécurité, il y en a qui ne veulent pas s'impliquer pour trouver des solutions définitives à ce problème, profitant des ressources minières de l'Est de la RDC, a aussi dénoncé Mosiviwe Mapisa. **Des**

agresions répétées du Rwanda. Le président de l'Assemblée nationale de la RDC, a mené un plaidoyer contre l'occupation d'une partie du territoire congolais par le Rwanda sous le label du M23. Il a demandé à ses pairs de la SADC de mener un plaidoyer auprès de leurs chefs d'Etat et de gouvernement respectifs en vue d'obtenir la condamnation sans équivoque de l'agression de la RDC par le Rwanda.

Bukavu: meurtre de l'homme d'affaires Donald Bagula. Le propriétaire de l'Hôtel Blue Sky au quartier Labotte dans la commune d'Ibanda, a été tué dans sa maison dans la nuit du 21 au 22 juin. Une enquête est ouverte.

Nord-Kivu : 13 civils tués par les bombes lancées par le M23 à Kisigari. D'après des sources locales, les attaques des rebelles sur les villages Bikenke, Shangi, Bukima et Ruvumu et leurs environs ont causé d'énormes dégâts humains. L'armée est parvenue à repousser ces attaques des villages qui ont connu une brève occupation des rebelles. D'autres localités limitrophes sont encore contrôlées partiellement par les M23 depuis mardi soir.

Sud-Kivu : le gouvernement autorise la circulation nocturne des bateaux transportant des marchandises sur le lac Kivu. Dans un message à la population diffusé le 21 juin, le ministre provincial des transports et tourisme, affirme que le trafic de passagers reste interdit pendant les heures de la nuit, du moins, les bateaux transportant des marchandises sont maintenant autorisés à circuler. Il a par ailleurs affirmé que "chaque bateau qui transporte les marchandises ne doit pas dépasser plus de 20 personnes".

Bandundu : résurgence du phénomène "Kuluna" dans la ville. Ces inciviques appelés Kuluna qui sont munis d'armes blanches, opèrent librement même en pleine journée. Des blessés, des extorsions, vol et pillage des biens de paisibles citoyens, le sabotage des domiciles et des commerces des particuliers, tel est le tableau exhaustif de leurs actes qui laissent la population dans un sentiment mêlé entre la panique et l'étonnement.

Tanganyika : une force de maintien de paix maintenu à Bendera, a indiqué la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations unies en RDC, mardi 21 juin lors de la cérémonie officielle de fermeture de la base de la Monusco à Tanganyika. « Par rapport à Bendera, 70 policiers y sont arrivés et seront déployés, c'est le résultat d'une collaboration et d'un plaidoyer commun entre l'autorité provinciale et ceux qui sont à Kinshasa »

Nord-Kivu : le verdict des militaires et civils poursuivis pour viol fixé le 27 juin prochain. Le tribunal militaire garnison de Butembo poursuit ses audiences foraines à Lubero-centre, chef-lieu du territoire dans le Nord-Kivu. Après instruction et plaidoiries, le tribunal a pris en délibéré mardi 21 juin cinq dossiers de viol sur mineure, dont le prononcé du jugement est fixé pour le lundi 27 juin en cours.

Jeudi 23 juin.

Marie-Claude Nkulu invite les femmes à s'impliquer dans la recherche de la paix. « Que la femme prenne conscience du fait que son apport est très important dans tous les processus de recherche de paix et que la recherche de la paix n'est pas seulement fonction des ONG de manière stricte, n'est pas seulement fonction des institutions de l'armée et la police. Toute personne est censée apporter son concours pour que la paix soit recouvrée dans notre pays », a déploré Marie-Claude Nkulu Mbayo, membre du Mécanisme de suivi de l'accord cadre d'Addis-Abeba, lors d'une session d'échange pour le développement des stratégies pour une meilleure participation des femmes congolaises aux processus de paix en RDC. La session d'échange organisée à Kinshasa s'inscrit dans le cadre du mandat de la Monusco, pour la promotion de la participation et du leadership des femmes dans la recherche et la consolidation de la paix. Elle a été organisée par la Monusco en partenariat avec l'ONU Femmes.

Début ce jeudi de la cérémonie funéraire traditionnelle de Lumumba à Onalua. Le cercueil transportant ces reliques est arrivé le 22 juin à Onalua, village de naissance du tout premier Premier ministre du Congo indépendant, devenu Lumumba-Ville. C'est un soulagement pour le peuple congolais et surtout pour sa famille de faire le deuil autour de la dépouille mortelle de Patrice Lumumba. **Modeste Bahati à Kisangani pour accueillir la relique de Patrice-Emery Lumumba.** Il y représente le Chef de l'Etat, Félix Tshisekedi à la cérémonie officielle de présentation de la dépouille du tout premier Premier ministre de la RDC à l'étape de Kisangani. La relique de Lumumba est attendue à Kisangani samedi 25 juin. Elle sera exposée à l'Esplanade de la Poste. **Haut-Katanga : le site de Shilatembo prêt à accueillir la relique de Patrice-Emery Lumumba.** Animations culturelles, discours, danses traditionnelles expositions, rafraîchissement et autres témoignages sont au menu de cette soirée mémorable. La présence du Premier ministre et de plusieurs personnalités locales et nationales est confirmée.

Nord-Kivu : la FEC demande aux autorités de renforcer la sécurité sur la route Beni-Kasindi, ce tronçon est l'une des alternatives pour continuer à alimenter la région en produits importés. La Fédération des entreprises du Congo du territoire de Lubero a également salué la décision du gouverneur du Nord-Kivu, interdisant l'importation et de l'exportation des marchandises via le poste frontalier de Bunagana sous contrôle des rebelles du M23.

Election de gouverneur au Mai-Ndombe : Frédéric Mwanfwa dénonce la fraude et saisit le Conseil d'Etat. Il n'est pas satisfait de l'arrêt de la cour d'appel du Mai-Ndombe, confirmant Rita Bola comme gouverneure de province. Pour lui ces élections doivent être annulées pour plusieurs irrégularités, entre autres, la fraude organisée par deux députés provinciaux. Ces derniers se seraient fait passer pour des aveugles et fait assister pendant le vote. Le candidat malheureux invite le Conseil d'Etat à faire appliquer les dispositions de la loi électorale.

Idiofa : la police réprime une marche des enseignants. Ces enseignements réclamaient leur salaire du mois de mai à Afriland Bank. Selon le commandant de la police d'Idiofa, cette marche a été interdite par l'administrateur du territoire, parce que la situation était déjà sur le point d'être décantée. Tout a basculé au niveau de la place de la Tribune. « La police s'interpose. Ils sont en train de tabasser, frapper les enseignants. Vraiment, nous déplorons ce comportement de la police ici, qui maltraite les enseignants en public, devant leurs élèves. »

Maniema : les enseignants sollicitent des formations continues sur la réforme circulaire. Ils ont exprimé leur besoin au cours d'un échange avec le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST), à Kindu, chef-lieu de la province. « Nous avons sollicité du ministre de l'EPST de prendre des arrêtés de changement de structures des classes pour permettre aux enfants d'étudier dans de bonnes conditions. Au niveau de la gouvernance, nous avons aussi parlé de la gestion des écoles. » Pour sa part, le ministre de l'EPST Tonny Mwaba a invité ses interlocuteurs à ne pas tout attendre de Kinshasa.

Nord-Kivu : les Fardc libèrent 8 otages des mains des ADF à Mayimoya. Cette libération est intervenue après des combats avec ces rebelles ougandais au Nord-Ouest de Mayimoya, une localité du territoire de Beni.

Ituri : l'explosion d'une grenade et une mine anti personnelle à Sikumbili et Gokpa fait 2 morts. Selon des sources locales, ces engins ont été posés par les belligérants pendant les combats dans ces entités. Les autorités coutumières déplorent l'absence de service de déminage pour identifier d'autres engins qui constituent une menace permanente pour la population.

Kwilu : 50 000 enfants vaccinés contre la rougeole à Vanga. Le médecin chef de zone, affirme avoir notifié, grâce à cette campagne, 8 cas de paralysie flasque aiguë, 3 cas de fièvre jaune et 12 cas de rougeole dans la communauté. Déjà, 83 pour cent des enfants attendus sont vaccinés. En attendant, le médecin appelle les parents des enfants non encore vaccinés à les amener dans les centres de santé pour les protéger contre la rougeole.

Nord-Kivu : le bilan des civils tués dans l'attaque de Jomba et Kisigari passe de 13 à 17 morts. Ces entités ont été le théâtre des affrontements violents durant toute la journée de mardi entre les Fardc et les rebelles du M23. Selon les témoignages des habitants de Ruvumu, Buharo et Rutakara, ces trois villages sont passés sous contrôle des rebelles à l'issue des affrontements de mardi. Les mêmes affrontements avaient mis sur le chemin d'exil les habitants d'au moins huit autres villages de la zone.

Nord-Kivu : la Cour militaire annule la condamnation de 12 militants de LUCHA. Dans son arrêt, la cour militaire qui s'appuie sur l'ordonnance loi modifiée sur l'Etat de siège, indique que l'infraction sus évoquée relève des juridictions civiles et non militaires. Ainsi, elle a ordonné que ces douze militants de la Lucha en détention soient renvoyés devant le parquet près le tribunal de grande instance/Beni, qui décidera de la fixation du dossier devant le tribunal si les faits sont établis.

Lualaba : l'assemblée provinciale demande des poursuites judiciaires contre Richard Muyej. Elle accuse ce dernier de détournement des fonds. Mais le gouverneur a toujours rejeté ces accusations. Les avocats de Richard Muyej disent affûter les armes pour prouver l'innocence de leur client.

Procès 100 jours : Vital Kamerhe acquitté. « Je confirme que notre client M. Kamerhe a été acquitté par la cour d'appel de Kinshasa-Gombe. Les infractions de détournements ont été déclarées non établies en fait comme en droit par ladite cour », a déclaré un des avocats de Vital Kamerhe. L'audience qui était prévue pour demain vendredi 24 juin s'est transformée en une communication de l'arrêt de la Cour aux parties au procès sans extrait de rôle.

Nord-Kivu : suspension du trafic sur la route Butembo-Lubero. Cette suspension est consécutive aux travaux de réhabilitation du pont Bukano, situé sur la route nationale numéro deux Butembo-Goma, en état de délabrement.

Kinshasa : Cabelec-Proton produira 3 600 tonnes des câbles électriques l'an. Le lancement officiel des activités de cette usine s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Plan directeur d'Industrialisation de la RDC. Sa production va permettre de réduire les importations des câbles électriques. Cabelec-proton utilise comme matière première, le cuivre cathodique qui provient du Katanga pour fabriquer ses câbles.

Mbandaka : l'ONG APEE plaide pour la libération de 26 enfants détenus en prison. « C'est mieux que ces enfants soient déférés devant le tribunal pour enfant pour être poursuivis, si effectivement ils sont poursuivables ! Au cas contraire, il faut les libérer pour qu'ils passent leurs examens de fin d'année en bonne et due forme », déclare l'ONG Action pour la protection et l'encadrement de l'enfant (APEE)

Ituri : des produits avariés commercialisés à Bunia et Irumu. Ces denrées alimentaires sont visibles en vente à Bunia dans les marchés, magasins et autres boutiques, ou encore avec les vendeurs ambulants. Elles sont conditionnées dans des boîtes de conserve, emballages capsulés, bidons ou encore dans des bouteilles entre autres l'huile végétale, la sardine, le corned-bœuf, la tomate en boîte, la farine de maïs et les céréales. La même situation s'observe dans la chefferie de Walendu Bindi au sud du territoire d'Irumu.

Nord-Kivu : la carence de magistrats affecte le fonctionnement de la justice, alerte le REDHO. Selon le Réseau pour les droits de l'homme une lenteur est observée dans le traitement des dossiers et la détention prolongée des détenus sans leur audition. Conséquence : certains se rendent justice, et d'autres justiciables préfèrent recourir aux groupes armés. Une situation qui accentue l'insécurité dans la région, précise le REDHO.

Tanganyika : des échauffourées à l'assemblée provinciale après l'installation d'un nouveau bureau d'âge. 14 députés provinciaux se réclamant d'une nouvelle majorité parlementaire ont signé le 22 juin une pétition contre les membres du bureau de l'assemblée provinciale du Tanganyika. Désavouant les anciens membres du bureau, ils ont installé un nouveau bureau à l'hémicycle. Une action qui n'a pas plu aux membres du bureau désavoué. Ils ont qualifié la pétition de ces 14 députés de violation flagrante du règlement intérieur de l'assemblée. Des échauffourées et affrontements opposent les deux camps, rendant ainsi l'organe législatif provincial ingouvernable.

Après l'affrontement de ces trois derniers jours, le Vice-Premier ministre de l'Intérieur suspend toutes les plénières et convoque tout le monde à Kinshasa.

Uvira : la Monusco entretient des jardins potagers pour nourrir plus de 1 000 prisonniers. L'objectif est d'améliorer l'alimentation et lutter contre la malnutrition. Une dizaine de plates-bandes sont bien visibles à l'intérieur de la clôture de la prison. D'autres projets qui aident à la prise en charge alimentaire des prisonniers sont aussi mis en place. Il s'agit de la mini boulangerie et d'une unité de pêche sur le lac Tanganyika. Les revenus générés par ces activités sont déposés dans un compte bancaire. Les détenus pourront en bénéficier une fois libérés.

Maniema : lancement de la campagne « Pas une école sans banc ». Le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST), Tony Mwaba a présidé jeudi 23 juin une double cérémonie à Kindu. La première relative au lancement officiel de la campagne "Pas une école sans banc" et la seconde à la remise des bulletins de la gratuité au gouverneur intérimaire, Afani Idrissa Mangala.

Vendredi 24 juin.

Force régionale de l'EAC : la question devrait être soumise à l'Assemblée nationale, estime Emmanuel Ilunga. Emmanuel Ilunga, le secrétaire général du parti Action républicaine pour le progrès (ARP) dit ne pas partager la décision du Président Félix Tshisekedi d'autoriser, par sa seule signature, l'entrée sur le sol congolais d'une autre force étrangère, alors que d'autres forces y sont déjà, telles que la Monusco. « Appeler les armées extérieures qui ne connaissent pas notre territoire, qui ne connaissent pas nos valeurs, ça va être très compliqué. D'abord à les intégrer et puis, à les faire partir. Qui va payer la facture ? Donc, il y a toutes ces questions qu'il faut analyser », pense-t-il. Il invite plutôt le Chef de l'Etat à opter pour une mobilisation tout azimut du peuple congolais, particulièrement les jeunes pour s'enrôler dans l'armée afin de mettre fin à l'insécurité.

Tshopo : « Le retour de Lumumba est une victoire pour tout le Congo » (Pr Casimir Gumbi). L'Université de Kisangani, à travers sa faculté des Sciences sociales, administratives et politiques, a rendu hommage à Patrice

Emery Lumumba lors d'une séance académique organisée le 23 juin, à la veille de l'arrivée de la relique du premier Premier ministre de la RDC. Au cours de cette séance, les orateurs ont planché notamment sur la vie et l'œuvre de Lumumba, la leçon à tirer de son martyr ainsi que le lien existant entre lui et la ville de Kisangani. «C'est à Kisangani où Lumumba a été connu comme acteur politique, notamment à travers le congrès qu'il a organisé de tous les nationalistes qui a débouché à des émeutes de Stanleyville en octobre 1959. Un congrès qui a précipité même la visite du roi au Congo, un congrès qui a été à la base de l'organisation de la table ronde politique en janvier 1960. » **Sankuru : des habitants d'Onalua ont rendu des hommages émouvants à Patrice Emery Lumumba.** « Chez nous, on dit que c'est le corps qui est revenu au village. Je voudrais vous dire que c'est vraiment un satisfecit pour toute la population du Sankuru, parce que 62 ans après, le corps de Patrice Emery Lumumba qui était gardé ailleurs est revenu au Sankuru. » La relique de Patrice Emery Lumumba a quitté l'aéroport de Tshumbe ce vendredi 24 juin au matin pour la ville de Kisangani dans la province de la Tshopo. **Arrivée de la dépouille de Patrice Emery Lumumba à Kisangani.** Le cortège accompagnant la dépouille de Patrice Emery Lumumba, premier Premier ministre de la RDC, est arrivé vendredi 24 juin à Kisangani (Tshopo), en provenance de son village natal Onalua dans le Sankuru. La population boyomaise a rendu des hommages mérités au tout premier Premier ministre du Congo indépendant à l'esplanade de la poste de la ville de Kisangani. A l'occasion, les différents orateurs ont vanté les mérites de Patrice-Emery Lumumba. Le fils de l'illustre disparu, Roland Lumumba, a émis le vœu de voir l'esprit nationaliste du père de l'indépendance rassembler les Congolais pour la défense de leur patrie, menacée par les ennemis du M23.

Sud-Kivu : le DDRC-S appelle les groupes armés à déposer les armes. « A tous ceux qui détiennent encore les armes, je vous demande de les rendre. A ceux qui sont encore dans les groupes armés, de revenir sur la voie de la raison, en acceptant la main tendue du Chef de l'Etat ; car, c'est une dernière chance pour eux. Ceux qui ne vont pas se rendre de gré, ils le seront par la force », a prévenu la coordonnatrice provinciale de DDRC-S.

Kwilu : mise en place d'une commission pour les élections du rapporteur et du questeur de l'assemblée provinciale. Cette commission est composée de cinq députés provinciaux, en raison d'un député par territoire. Selon le président de l'assemblée du Kwilu, la mission de la commission est « d'abord d'établir le calendrier des travaux, de recevoir les candidatures et enfin d'organiser les élections proprement dites. »

Kinshasa : les jeunes de la Tshopo se réjouissent de l'élection d'une femme à la tête de leur province. Ils appellent tous les fils et toutes les filles de la Tshopo à l'unité, la réconciliation et à la paix, en vue d'accompagner la nouvelle autorité pour le décollage effectif de la Tshopo.

Sud-Kivu: affrontements entre deux groupes armés dans les hauts plateaux de Fizi. Des affrontements ont été signalés le 24 juin entre Twirwaneho et Biloze Bishambuke à Irumba, village situé à 15 kms au sud de Minembwe-Centre, dans les hauts plateaux du territoire de Fizi (Sud-Kivu) Irumba, zone tampon qui sépare Minembwe de Lulenge, a été désertée par ses habitants alors que chaque groupe tente de le contrôler.

Ituri : baisse de prix des carburants et des denrées alimentaires. Certains commerçants témoignent que, les attaques des groupes armés sur le tronçon Komanda-Bunia-Mahagi-Aru sont devenues rares depuis plus d'un mois. D'autre part, cette route est en bon état grâce aux travaux de réfection financés par le gouvernement. Ce qui a rendu le trafic très fluide sur cette route nationale. De nombreux camions transportant de marchandises arrivent à Bunia en provenance de pays voisins et de zones de desserte agricole dans les territoires de Djugu et de Mahagi.

Bukavu: carnaval et scènes de joie après l'acquittement de Vital Kamerhe. Les artères principales de la ville de Bukavu (Sud-Kivu) ont été envahies jeudi 23 juin par de nombreux sympathisants de l'Union pour la nation congolaise (UNC), parti cher à Vital Kamerhe, après l'annonce de la libération de ce dernier à la télévision nationale congolaise (RTNC). Une caravane motorisée a sillonné la ville sous la vigilance de la police. La même ambiance de grande joie a été observée dans son territoire natal de Walungu. Dans les quartiers, les commentaires sont allés bon train. La plupart des habitants semblaient ne pas comprendre comment s'est fait ce virage brusque de la justice congolaise en faveur de Vital Kamerhe, condamné d'abord à vingt, puis à treize de prison pour détournement des fonds publics. D'autres en revanche ont apprécié la célérité avec laquelle le dossier Kamerhe a été traité en appel.

Nord Kivu : les pêcheurs de Vitshimbi célèbrent la journée du poisson dans un contexte d'insécurité. Selon le secrétaire exécutif de la Fédération des Pêcheurs individuels du Lac Edouard, pendant que les pêcheurs sont victimes des tracasseries sur le lac, le secteur est aussi gravement affecté par les affrontements entre les Fardc et la rébellion du M23 dans le territoire de Rutshuru. « C'est pourquoi, nous demandons au gouvernement congolais un appui militaire, politique et diplomatique, pour que la population du Nord-Kivu soit sécurisée avec

ses biens. » Concernant justement ces tracasseries, il fait état d'arrestation de quarante pirogues des pêcheurs congolais par la marine ougandaise cette semaine. Les pêcheurs et leurs pirogues ont été libérés moyennant 150 USD de rançon, par pirogue. Il plaide pour la réglementation de la pêche et le balisage de la frontière lacustre avec l'Ouganda.

Kasaï-Central : le gouverneur John Kabeya publie son gouvernement. Le nouveau gouverneur de la province du Kasaï-Central, John Kabeya, a rendu public le 23 juin son gouvernement. Dix ministres, dont deux femmes, en dehors du secrétariat exécutif, forment le nouveau gouvernement. Bien avant la publication de ce gouvernement, il a supprimé toutes les barrières illicites sur l'ensemble de la province et restauré la pratique de Salongo obligatoire, chaque samedi de 8 h à 12 h. Il a annoncé le début des travaux de la route Kananga-Kalamba Mbuji.

Naupess Kibiswa : « Non à la chasse contre les Rwandais et les rwandophones vivant en RDC ». « Non à la chasse contre les Rwandais et les populations rwandophones vivant en RDC, mais il faut plutôt une mobilisation populaire tous azimuts derrière les Fardc et une forte pression sur les gouvernants et les instances internationales pour obtenir la condamnation formelle du Rwanda », a indiqué ce professeur d'université. Il a estimé que la colère des Congolais ne devait pas être déversée sur les Rwandais, mais plutôt sur les autorités de Kigali.

Nord-Kivu : plaider pour l'application des lois contre le braconnage dans le parc des Virunga. Ils ont lancé cet appel à l'issue d'un symposium organisé pendant 4 jours, à Beni (Nord-Kivu). Le responsable de l'ONG Alerte congolaise pour l'environnement et les droits de l'homme, estime que la loi en la matière devra être appliquée dans sa rigueur. Pour cet avocat, il faut éviter d'accorder des libertés provisoires à ceux qui exploitent illicitement la faune et la flore du parc des Virunga. Il préconise également le renforcement de collaboration entre les forces de l'ordre et les écogardes pour décourager ce phénomène.

Nadège Bula Bula remporte la 3^e édition du prix Pierre Castel. La lauréate recevra une enveloppe de 15000 euros et un programme de monitoring et de coaching, a indiqué le Directeur général de la Bracongo. L'entreprise My Succès est spécialisée dans la transformation et commercialisation de deux infusions locales, le Bulukutu (Lippa multiflora) et la citronnelle. Elle a fait savoir son souci d'accroître et professionnaliser la chaîne de production de son entreprise. Elle compte également investir dans l'acquisition d'un outil qui lui permettra de professionnaliser le processus de séchage de ces thés. Le Prix Pierre Castel est une initiative du Fonds Pierre Castel et s'attèle à promouvoir l'entrepreneuriat agricole en Afrique.

Beni : 7 morts dans une attaque des ADF à Samboko. Selon la société civile d'Oïcha, ces assaillants ont également blessé un grand nombre de personnes et incendié des maisons dont une pharmacie. Ces rebelles ont perturbé la circulation sur la RN4 entre Oïcha et Eringeti.

Samedi 25 juin.

Bahati Lukwebo appelle à la défense du pays face à l'agression étrangère. Le président du Sénat a lancé cet appel lors de l'exposition de la dépouille de Patrice-Emery Lumumba à l'esplanade de la poste de Kisangani. « L'histoire politique de la RDC révèle que l'agression dont notre pays fait l'objet a été déjà dénoncée par Patrice-Emery Lumumba alors Premier ministre lorsqu'il parlait de la tentative de balkanisation de notre pays par certaines puissances à cause de ses nombreuses ressources naturelles ». Il a également salué le rôle de premier plan que Lumumba a joué, le 19 mai 1960, lors du débat sur l'élaboration de la loi fondamentale relative aux structures du Congo. « Patrice-Emery Lumumba est un champion de l'unitarisme et de l'antifédéralisme », a-t-il poursuivi. **Kisangani rend des hommages mérités à Patrice Emery Lumumba.** Ses mérites ont été vantés par différents orateurs, notamment le gouverneur intérimaire de la Tshopo, le président du Sénat et l'ADG de la SCPT. Les fils de l'illustre disparu, Roland et François Lumumba, au nom de la famille et de son parti politique, le MNC, ont émis le vœu de voir l'esprit nationaliste du père de l'indépendance congolaise, rassembler le peuple congolais autour d'un idéal commun, celui de la défense de son unité, surtout en cette période où l'intégrité du pays est menacée par ses ennemis. Enfin, le président du Mouvement national congolais (MNC), François Lumumba a annoncé l'installation prochaine à Kisangani de la Fondation Lumumba en vue de travailler avec les jeunes pour le développement de cette entité.

Est de la RDC : Félix Tshisekedi privilégie la voie diplomatique sauf pour les groupes armés considérés comme terroristes. « Tout en réaffirmant sa ferme volonté d'instaurer une paix durable à l'Est de notre pays et sans porter préjudice aux efforts déployés sur le terrain par nos forces de défense et de sécurité qu'il félicite de manière très soutenue, le Président de la République a fait observer que la voie diplomatique demeure l'option idéale et privilégiée, sauf pour ceux des groupes armés considérés comme terroristes et pour lesquels la voie militaire reste comme la seule option ». Le Chef de l'Etat a aussi chargé la ministre d'Etat, ministre de la Justice

et garde des sceaux, à mener des enquêtes approfondies sur tous les prétendus actes des violences communautaires en rapport avec la guerre de l'Est du pays.

Nord-Kivu : la Monusco remet des hangars et équipements construits dans des marchés de Lubero. Le marché de Mulo (un quartier de Lubero) a été financé à hauteur 84.000 USD. A part les deux hangars d'une capacité d'environ 130 marchands, il y a un bloc de latrines de quatre portes et d'un grand dépôt. Le marché central de Lubero (situé au centre de la commune) a été financé à hauteur de 95.000 USD. Trois hangars, avec une capacité d'environ 200 marchands, plus un bloc de latrines, dépôts et bureau de l'administrateur du marché.

Lubero : la MONUSCO saluée pour son engagement dans la promotion des activités d'autonomisation de la femme. Les associations féminines de Lubero l'ont exprimé le 23 juin à Lubero, à l'occasion de la visite du centre de promotion de la femme et jeune fille de Lubero par la cheffe de bureau de la Monusco/Beni. Ce centre a été construit grâce au financement de la mission onusienne. L'objectif était de voir la femme de Lubero s'autonomiser à travers des activités d'auto prise en charge, ce centre étant un cadre d'apprentissage. La coordonnatrice de la FADP affirme que ce projet a répondu aux besoins de la communauté.

CAFECO soutient les Fardc et le gouvernement pour la paix dans l'Est. La plateforme Cadre permanent de concertation de la femme congolaise a organisé le 24 juin à Kinshasa, une marche de soutien aux Fardc et au gouvernement dans le combat que ces derniers mènent pour le rétablissement de la paix dans l'Est du pays. La présidente de CAFECO explique : « C'est le sens du patriotisme et du ras de bol. Nous sommes des Congolaises, nous voyons tout ce qui se passe dans notre pays. Ça fait trois décennies que les femmes meurent, que les femmes sont violentées. Et tout ça, à cause du Rwanda, ça il faut le citer. Nous sommes derrière nos Forces armées congolaises, derrière le Chef de l'Etat dans tout ce qu'il va entreprendre dans la recherche de la paix. Les femmes sont des artisanes de la paix, nous sommes venues juste pour réclamer la paix, rien que la paix ».

Nord Kivu : retour progressif des déplacés de Banande Kainama, dans le secteur de Beni-Mbau, du territoire de Beni (Nord-Kivu). Ces déplacés avaient fui les atrocités qui avaient secoué cette partie, depuis mars 2021, abandonnant presque leur contrée. Mwami Kambale Selemani dudit groupement, confirme que cette réinstallation progressive est consécutive à la présence des troupes ougandaises qui s'y trouvent, en collaboration avec les Fardc, dans la traque contre les ADF. Actuellement, plus de 65% d'habitants y sont retournés. Plusieurs défis restent à relever étant donné l'enclavement de la contrée. Il s'agit notamment de l'approvisionnement en médicaments et en d'autres biens de première nécessité.

L'acquiescement de Kamerhe va changer le jeu politique, annonce le secrétaire général de l'UNC. « Nous devons rendre grâce à Dieu. Je voudrais remercier le président de la République, parce qu'il est resté au-dessus de la mêlée, il a joué son rôle d'arbitre pour le bon fonctionnement des institutions et la bonne administration de la justice. Je voudrais aussi remercier les juges parce qu'il n'y avait pas de preuves qui prouvaient la culpabilité de notre chef », a déclaré le Secrétaire général de l'Union de la nation congolaise (UNC). Il s'est dit enfin confiant en l'avenir « avec leur chef qui recouvre ses droits civiques et politiques » et va travailler pour changer le pays.

Rutshuru : près de 800 enfants séparés de leurs familles à la suite des combats, opposant l'armée congolaise au M23, indique le CICR. Selon cette organisation internationale, à la suite de ces violents combats, de nombreuses personnes demeurent sans nouvelles de leurs proches dont elles ont perdu la trace. Ce qui suscite un nombre important de demandes de recherches de familles dispersées. La responsable du programme de rétablissement des liens familiaux du CICR en RDC, qualifie la situation de tragique particulièrement pour les enfants, les personnes âgées, les personnes en situation de handicap et les malades. Pour tenter de réunifier les familles, le CICR et la Croix rouge RDC ont mis en place un dispositif de réponse. Ce dispositif permet d'offrir des appels téléphoniques gratuits aux personnes déplacées et séparées de leurs proches. Depuis le mois de mars, au moins 155 enfants non-accompagnés ont pu être réunifiés avec leurs familles grâce à ces appels gratuits.

La RDC boycotte la session de l'APF au Rwanda. Le Parlement congolais ne prendra pas part à la 47e Session de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) qui se tiendra du 5 au 9 juillet à Kigali au Rwanda, à cause de l'agression rwandaise.

Kwilu : une épidémie bovine décime plus de 43 000 vaches à Bagata. Selon l'administrateur du territoire de Bagata, son entité est touchée par la pasteurellose depuis plus d'une année. L'épidémie s'est estompée un moment avec la vaccination organisée par le gouvernement l'année écoulée pour reprendre finalement, faute d'une deuxième dose de vaccination. Il déplore la perte de plus 43.000 vaches depuis le mois de janvier, mettant

ainsi par terre, l'économie du territoire. Outre la pasteurellose, la trypanosomiase et la diarrhée déciment les bêtes.

La communauté Hutu du Kivu appelle à la paix dans l'Est du pays. « L'ASBL Igisenge, une association qui regroupe les Hutus du Kivu condamne sans équivoque l'agression de notre pays par le M23 soutenu par le Rwanda et apporte son soutien indéfectible au Commandant suprême des Fardc et demande au gouvernement de la République de ne ménager aucun effort dans la recherche de la paix et la sauvegarde de l'intégrité de notre territoire. Et lui rassure de son soutien dans la recherche des solutions susceptibles de ramener la paix dans l'Est de notre pays », soutient le président de cette Asbl dans sa déclaration.

Sud-Kivu : l'ONG « Justice pour Tous » dénonce les actes de fraude et contrebande minières. Cette structure a fait cette dénonciation à Bukavu, dans son rapport d'une centaine de pages, appuyé par le Fonds des Nations Unies pour la démocratie. Il a regretté la dégradation du niveau social de la population du Sud-Kivu qui portant regorge des minerais importants. L'ONG « Justice pour Tous » a ainsi promis de travailler avec les services étatiques pour que les minerais de cette province profitent réellement à sa population.

Maniema : 7 coopératives minières bénéficient des kits d'exploitation. Ces matériels sont constitués entre autres de paires de bottes, des casques de protection, des salopettes, des bêches ainsi que des sacs vides. « L'objectif pour nous, c'est le renforcement des capacités managériales et l'émergence de la classe moyenne en RDC. Nous allons aussi accroître la production minière issue de la production artisanale, assurer l'application des normes de santé sécurité aux sites miniers et réduire les accidents dans la mine en maximisant les recettes de notre province».

Cette campagne de distribution de ces kits a été lancée par le ministre provincial de la Santé du Maniema.

Lubero : l'Asbl CERAPI encourage la population à investir dans la pisciculture. Le dicteur de cette Asbl, a lancé cet appel à l'occasion de la journée nationale du poisson. Il fait savoir que sa structure encadre plus de 120 pisciculteurs des territoires de Beni et Lubero et a souligné que CERAPI leur distribue des semences et autres kits.

Félix Tshisekedi réitère son appel contre le discours de haine et xénophobie. « Le président de la République a rappelé de ne pas tomber dans la tentation de l'ennemi, en évitant tout discours, tout acte qui friserait la haine, la discrimination, la xénophobie qui céderaient les pas à l'ennemi qui a toujours joué à la victimisation pour en faire un fonds commerce rentable auprès des instances décisionnelles internationales ». Son souhait est que la RDC reste un vivier de cohabitation pacifique entre communautés, une qualité qui a toujours fait sa force.

Crise dans l'Est de la RDC : la société civile appelle aux sanctions contre le Rwanda. La coordonnatrice de la société civile dans sa diversité a recommandé à l'ONU : « L'ONU devra mettre en place un système d'activisme plus accru de ses troupes présentes dans l'Est aux cotés des Fardc dans le cadre de leur mission en RDC. De convoquer une réunion de conseil de sécurité de l'ONU qui devra statuer sur la situation sécuritaire en RDC, cette fois-ci en condamnant le Rwanda et ses complices et leur infliger des sanctions sévères ». Elle a également demandé à l'ONU d'imposer l'embargo d'achat d'armes au Rwanda, arrière base des groupes armés dont le M23.

Butembo : l'Association des manutentionnaires apporte de vivres et non vivres aux Fardc. Les membres de cette structure ont fait ce don à l'issue d'une marche de soutien aux Fardc, à Butembo (Nord-Kivu). Ils leur ont remis entre autres, des sacs de riz, de maïs, des cartons de savons et autres biens.

Kongo-Central : 94 candidats inscrits au concours d'admission dans les écoles militaires. Les écoles militaires concernées par ce recrutement sont : l'Académie militaire, l'Ecole de santé militaire et l'Ecole de formation des sous-officiers. Au Kongo-Central, les aspirants militaires venus de plusieurs coins de la province sont au nombre de 94 dont 23 femmes.

Ituri : dix ans après l'attaque des Maï-Maï, la RFO ne compte aucun animal okapi. La station d'Epulu hébergeait en son sein environ 20 animaux okapis en captivité depuis 1987. Ce qui attirait, de nombreux touristes qui venaient du monde entier. Le 24 juin 2012, les Maï-Maï Simba du chef milicien Morgan ont attaqué la réserve de faune à Okapi. Ces assaillants ont sauvagement tué 15 okapis mais également 2 gardiens de la réserve en détruisant le bâtiment administratif de la station.

Dimanche 26 juin.

La relique de Patrice-Emery Lumumba attendue ce dimanche à Lubumbashi. Cependant, cet événement ne domine pas l'actualité dans la capitale du cuivre. A peine quelques affiches de Lumumba sont visibles à certains endroits de la ville. A quelques heures de l'arrivée de cette relique, les états-majors des partis politiques ne connaissent pas d'engouements. **Haut-Katanga : à la découverte de Shilatembo, lieu d'exécution de Lumumba.** La relique de Patrice Emery Lumumba, arrivée ce 26 juin à Lubumbashi, sera amenée au village Shilatembo où Patrice-Emery Lumumba et ses deux compagnons Maurice Mpolo et Joseph Okito avaient été tués le 17 Janvier 1961. L'endroit où ils ont été exécutés est devenu un site touristique aménagé par le gouvernement provincial du Haut-Katanga.

Tshopo : le président de l'ECC appelle les Congolais à se souvenir de Lumumba en gardant l'unité du pays. Mgr Samuel Lotika l'a dit à l'occasion du culte œcuménique organisé à l'esplanade de la poste de Kisangani où, des hommages ont été rendus au premier Premier ministre du Congo indépendant. De nombreux participants à ce culte ont salué ce message à l'instar de Rémy Lisingo, professeur à l'Unikiset opérateur culturel : « Lumumba a été un patriote, un homme qui a cherché le bien de tous les Congolais sans exception. L'impression générale est comme si le Congolais n'a pas de balise, n'a pas de modèle de vie alors que c'est à base d'un modèle de vie qu'on peut construire une société ».

Nord-Kivu : l'Unicef condamne les attaques armées contre des civils ayant entraîné la mort de quatre enfants. L'Unicef condamne la perte de vies innocentes dans cette escalade de la violence au Nord-Kivu et appelle les parties au conflit, à mettre fin aux combats, à assurer un accès humanitaire aux zones touchées et à respecter leur obligation de protéger les enfants. Selon l'Unicef, environ 41.000 enfants déplacés âgés de 3 ans à 17 ans ne vont actuellement pas à l'école et près de 29.000 sont privés d'éducation, car leurs écoles sont occupées par les personnes déplacées. On estime que 652 enfants ont été séparés de leurs parents ou gardiens depuis mars 2022.

Haut-Lomami : impayés depuis 3 mois, les enseignants de Malemba Nkulu menacent d'aller en grève. Cette situation intervient à quelques jours de la fin de l'année scolaire. Cette information est confirmée par le sous-PROVED de Malemba Nkulu qui compte échanger avec leurs délégués pour essayer de désamorcer la crise.

Christophe Bonyoma, collègue de service de Lumumba à Kisangani : « Il fut un garçon doué de bagage intellectuel solide ». « Patrice-Emery est arrivé à Kisangani en 1944 et employé à la poste. En 1946, lors de la création de l'école postale, il est allé suivre les cours à Kinshasa. Garçon doué au bagage intellectuel solide, a obtenu son diplôme avec grande distinction (87%). De son retour à Kisangani en 1947, il fut admis sous statut et mis à la disposition du percepteur principal. Cet élément consciencieux et dévoué, fut ensuite muté à la sous-perception de Yangambi où il rendit encore de bons services, à la grande satisfaction de ses chefs hiérarchiques », explique Christophe Bonyoma Wa Lobanga, agé aujourd'hui de 94 ans.

Sept personnes tuées à la suite d'une attaque des ADF à Samboko. Les Farcd affirment être intervenus pour mettre en déroute ces assaillants. Il s'en est suivi un échange de tirs. Dans leur fuite, ces ADF ont mis le feu à quatre maisons, huit boutiques et ont pris en otage seize personnes pour transporter des biens pillés. Selon des sources de sécurité, l'ennemi voulait se ravitailler en nourriture et médicaments dans cette entité.

Le BCNUDH finance un projet d'appui de réinsertion socio-économique de plus de 60 victimes de violences sexuelles. Ce projet financé par le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH) est exécuté par la Coopérative des femmes vivant autour et dans les sites miniers. Selon la responsable du bureau de Droits de l'homme à la Monusco/Goma, la situation est alarmante avec la résurgence de conflits au Nord-Kivu.

Kongo-Central : le gouverneur Guy Bandu publie son gouvernement. Son équipe est composée de vingt-deux membres, dont dix ministres et dix commissaires généraux. Parmi les nominés, certains sont reconduits et d'autres sont des anciennes figures ayant exercé la fonction de ministre. **Kongo-Central : l'éducation oubliée dans le gouvernement Guy Bandu, dénoncent les syndicalistes.** Le gouvernement Guy Bandu n'a pas pris en compte le ministère de l'Education, a dénoncé le 26 juin la synergie de syndicats des enseignants. Selon le porte-parole de cette structure : « Nous avons constaté que le ministère de l'Education est omis de la liste du nouveau gouvernement qui devra désormais conduire notre chère province. Nous leur demandons de réitérer le ministère de l'Education, parce que l'enseignement primaire, secondaire et professionnelle relève de la compétence exclusive de la province ». Il ajoute que l'enseignement est le cheval de bataille du quinquennat du Président de la République.

Haut-Katanga : marche des partis politiques de l'Union sacrée pour soutenir les Fardc. Tous ces manifestants étaient conduits par leurs responsables au-devant desquels, le vice-gouverneur du Haut-Katanga. Prenant la parole, le vice-gouverneur a donné le sens de cette marche et encouragé la population à continuer à soutenir les militaires qui sont au front. Le tout a été ponctué par une collecte des fonds en faveur des militaires qui se battent dans l'Est du pays pour bouter l'ennemi dehors. C'est dans le calme que les manifestants se sont dispersés.

Lundi 27 juin.

Beni : des rebelles ADF multiplient des attaques contre les civils, alerte la société civile. D'où son appel au gouvernement à concentrer également ses actions dans cette région. « Tout le monde tourne le regard vers Rutshuru alors que dans le territoire de Beni il y a des menaces graves sur la population. A l'intervalle de dix jours, il y a eu trois attaques dans la commune rurale d'Oicha, alors qu'on venait de faire presque deux ans sans qu'on assiste à ce genre de situation », a fait savoir le premier vice-président de la société civile du Nord-Kivu. Il renseigne que la situation sécuritaire reste volatile dans plusieurs villages du territoire de Beni, notamment à Mamove et Kokola.

Nord-Kivu : moins de candidature féminine au concours national de la formation des officiers des Fardc. Onze filles sur un total de 494 candidats ont participé samedi 25 et dimanche 26 juin, au concours national pour la formation des officiers des Fardc à Goma (Nord-Kivu). Pour le spécialiste des écoles de formation militaire venu de Kinshasa, le nombre des candidatures est moins par rapport à celui attendu. Il indique que le recrutement visait plus les filles afin d'obtenir un équilibre entre les deux sexes, au sein de l'armée congolaise.

Hommages à Lumumba sur le site de son assassinat à Shilatembo. Plusieurs personnes se sont donné rendez-vous le dimanche 26 juin à Shilatembo, à mi-chemin entre Lubumbashi et Likasi, pour rendre les derniers hommages à Patrice Emery Lumumba (Haut-Katanga). La dépouille de ce dernier a été déposée au mausolée au village Shilatembo, où Lumumba et ses compagnons Maurice Mpolo et Joseph Okito avaient été assassinés il y a 61 ans. Une cérémonie à la fois solennelle et rituelle a donné le ton à cette longue journée d'hommages avec l'accueil du cercueil par le Premier ministre Sama Lukonde et quatre chefs coutumiers. Le gouverneur du Haut-Katanga, voit en ce retour de Patrice Emery Lumumba dans son pays natal comme une nouvelle histoire, qui marque ses premières lettres. « Notre histoire sera écrite par les Congolais et les Africains eux-mêmes. Nous sommes venus dans ce mémorial, non pas pour pleurer mais pour célébrer notre héros national qui nous rappelle de continuer sa lutte », a-t-il renchéri. Patrice Emery Lumumba n'a pas pu terminer tout son programme d'action. « Il est mort trop tôt, c'est pourquoi notre génération doit faire l'effort nécessaire pour la continuité du programme de Patrice Lumumba. Que ça soit sur le plan social ou sur le plan de l'unité nationale. L'unité nationale est extrêmement importante. Sans l'unité nationale, on ne peut pas aller de l'avant. Ça demande non seulement de la volonté mais du courage pour réaliser le rêve de Patrice Emery Lumumba », a déclaré son fils François Lumumba.

La relique de Lumumba accueillie au Palais du peuple. La dépouille de l'ancien premier Premier ministre du Congo, Patrice-Emery Lumumba est arrivée lundi 27 juin à 16 h au Palais du peuple, siège du Parlement congolais.

Le Président de la République, Félix Tshisekedi l'a accueillie à l'aéroport international de Ndjili, avant de se diriger au Palais du peuple. Sur place, les deux présidents des chambres du Parlement, Modeste Bahati du Sénat et Christophe Mboso de l'Assemblée nationale, ainsi que les familles Lumumba, Okito et Mpolo, ont rendu hommage à l'ancien Premier ministre. Le cercueil en bois noir, massif, a été porté sur les épaules par huit "solides" officiers militaires qui l'ont déposé sur le podium aménagé, à cet effet dans le hall du Palais. Une veillée mortuaire est prévue cette nuit sur les lieux en attendant la suite du programme qui connaîtra son épilogue avec l'inhumation prévue le 30 juin 2022 dans son mausolée érigé pour la circonstance à l'Échangeur de Limete.

Nord-Kivu et Ituri : les exportations du café et cacao ont baissé de 60 % en 5 mois. Le Nord-Kivu et l'Ituri ont exporté, en cinq mois, environ 4 000 tonnes de café et 22 000 autres de cacao, soit une baisse de 60% par rapport à l'année passée. Les membres de l'Association des exportateurs de ces produits attribuent cette baisse de production à l'insécurité, à la fraude et à la contrebande. Le directeur de cette association, a également précisé que leurs dépôts de café et cacao avaient été incendiés dans les territoires de Djugu, d'Irumu, de Mambasa (Ituri) et Beni (Nord-Kivu). Il accuse les groupes armés de commettre ces actes de sabotage. Il a ainsi invité le gouvernement de prendre des mesures afin d'améliorer le climat des affaires dans cette contrée.

Kindu : interdiction de tripatouiller les effectifs de ménages lors de la distribution des moustiquaires. Le médecin chef de zone de santé de Kindu (Maniema) regrette que certains chefs de ménages aient effacé les

marquages des relais communautaires, en déclarant n'avoir pas reçus les moustiquaires. « Cette manière d'agir n'a pas facilité la tâche à la zone de santé. Nous interpellons la population pour la deuxième phase de rattrapage que ces pratiques ne puissent pas être au rendez-vous », a poursuivi Dr Alain Shabani.

Goma : clôture de la semaine des prières de soutien aux Fardc. Cette initiative de la coordination urbaine de la société civile a duré sept jours. Dans le recueillement, des dizaines de personnes se rassemblaient, chaque fois à 12 h et à 17 h, pendant 5 minutes, autour du rond-point " Signers" avec des bougies et autres insignes du pays. Le président de la société civile de Goma a remercié toutes les personnes qui les ont accompagnés dans le recueillement pour implorer la paix en RDC.

Ituri : une ONG appelle à l'assistance d'environ 14 000 retournés à Bapulu. Ces personnes dépourvues de tout vivent dans des conditions difficiles. « Leurs maisons ont été incendiées et la population est entrain de retourner dans la région sans aucune assistance. Le gouvernement congolais et ses partenaires doivent voir comment apporter assistance à ces populations ». Ces retournés ont passé près de deux mois à Komanda-centre où, ils avaient trouvé refuge, fuyant les exactions des ADF.

Ituri : une attaque des ADF fait 5 morts à Ceca, dans le territoire de Mambasa (Ituri). Une ONG locale affirme que ces victimes ont été tuées à la machette et plusieurs maisons, incendiées dans ce village. L'arrivée des Fardc a limité les dégâts de ces assaillants. Ce lundi dans la matinée, ces mêmes rebelles ont également attaqué le village de Ngubo, se trouvant dans la même contrée.

Nord-Kivu : trois jours d'accalmie sur les lignes de front à Rutshuru, dans les groupements de Kisigari et de Jomba où se sont déroulés les derniers affrontements. Chaque partie conserve ses positions conquises à l'issu des combats. Toutefois, beaucoup de villages sont restés quasiment vidés des leurs habitants, qui ont déjà trouvé refuge ailleurs. Pendant ce temps, des milliers de déplacés dans les agglomérations situées sur la RN 2, entre Goma-Rutshuru-Centre, et sur l'axe Rutshuru Jomba-Bunagana vivent des conditions difficiles, précisent les sources de la société civile de Rutshuru. Elle en appelle à l'intervention du gouvernement congolais.

Lubero : plus de 5.800 familles vulnérables bénéficient d'une assistance humanitaire du PAM. Les bénéficiaires sont essentiellement des familles de déplacés venues de Beni et de l'Ituri, qui ont fui les atrocités des groupes armés. Il s'agit notamment de familles d'accueil des déplacés, les retournés ainsi que d'autres catégories de vulnérabilité. Ce projet rentre dans le cadre de la recherche de la « sécurité alimentaire. » Ces ménages sont repartis sur un total de 37.654 personnes. Celles-ci reçoivent chacune une quantité du sel, d'huile végétale, des légumineuses dont les petits poids ainsi que 6 kilos de farine de maïs.

Beni : 24 personnes tuées en trois jours à Mamove, localité située à l'ouest d'Oicha, chef-lieu du territoire de Beni (Nord-Kivu). Ces personnes ont été tuées dans différentes attaques des ADF dans différents villages de la zone depuis samedi dernier. Cette situation est à la base d'un déplacement des habitants vers des localités et agglomérations voisines. Le président de la société civile de Mamove qui donne ce bilan, appelle l'armée à mettre la population à l'abri de l'ennemi, qui est visible dans plusieurs villages dans la zone.

Bukavu : Mgr Maroy demande à communauté internationale « plus d'équité et de justice envers la RDC et son peuple ». Mgr François-Xavier Maroy s'est exprimé à travers sa lettre pastorale intitulée « heureux les artisans de la paix ». Il demande que cesse toute ambiguïté de la Communauté internationale vis-à-vis de la souveraineté de la RDC, qui n'est pas négociable, 62 ans de souveraineté nationale et internationale après. « Toujours les mêmes acteurs, les mêmes motifs, avec les mêmes alliés. Curieusement le soutien extérieur est toujours le même, avec le même schéma décrié par tous et les mêmes visées : la soustraction de cette partie du pays au contrôle de notre gouvernement central et peut-être son annexion pure et simple aux pays voisins », rappelle-t-il.

Nord-Kivu : le poste frontalier d'Ishasha de plus en plus sollicité par les importateurs de la province. Depuis la fermeture de Bunagana, sur instructions du gouverneur, consécutivement à l'occupation de cette cité frontalière par la rébellion du M23, Ishasha est de plus en plus sollicité par les opérateurs économiques. Cela est aussi le résultat de la praticabilité de l'axe routier Ishasha-Nyamilima-Kiwanja, en réhabilitation par l'Office des Routes, depuis plus de deux semaines. Le poste d'Ishasha donne donc accès au district ouest Ougandais de Kanungu.

Beni : 600 kilogrammes de munitions obsolètes détruites par UNMAS. Il s'agit de munitions telles que des Mortiers de 60 et 80 millimètres, des roquettes aviation de 80 et 120 millimètres, des grenades à fusils, des fusées des mortiers et autres. L'opération de destruction va se poursuivre durant toute cette semaine.

Plus de 12 000 cas de choléra enregistrés en 2021, dont deux cents neuf décès. Selon le Secrétaire général du ministère de la Santé, la situation épidémiologique en 2021 a été marquée par une forte épidémie de choléra à Kalemie, dans la province du Tanganyika. Le Chargé du Bureau OMS en RDC estime que « le choléra est lié, malheureusement, à des mauvaises conditions d'hygiène et d'assainissement. »

Kongo-Central : l'assemblée provinciale investit le gouvernement Guy Bandu. Il a présenté son programme qui comporte 5 axes et se déclinent en 13 piliers qui prend en compte presque tous les secteurs de la vie de la province en tenant compte de l'équilibre entre les dix territoires. Il épingle le renforcement de la gouvernance, la consolidation de la paix, le développement social et la revalorisation des ressources humaines.

Kindu : l'ECC organisera une collecte de fonds pour les Fardc. L'opération vise à soutenir l'armée engagée aux fronts contre les rebelles des ADF, les terroristes du M23 et les autres milices nationales et internationales.

Nord-Kivu : un véhicule écrase une moto sur l'axe Beni-Butembo, 2 morts dont un bébé. L'accident s'est produit à Kabasha, localité du groupement Buliki, du secteur de Ruwenzori. Passagers d'une moto qui a été percuté par un camion qui venait en sens inverse. Le conducteur de la moto, grièvement blessé, a été acheminé à l'hôpital.

Mardi 28 juin.

Début d'indemnisation des propriétaires des parcelles où sera érigé le port en eaux profondes de Banana. Selon le ministre des Affaires foncières, soixante-dix personnes sont concernées et l'exécutif a déjà déboursé 3 millions USD. Le 1^{er} juillet prochain, le gouvernement remettra aux partenaires les titres de propriété au nom de la firme saoudienne DP World RDC dans laquelle l'Etat détient 34% de parts. Le Chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, a lancé les travaux de construction du port en eaux profondes le 31 janvier 2022 à Muanda (Kongo-Central). Le coût de ces travaux est estimé à plus d'un milliard de dollars et vont s'achever en 2025.

Tanganyika : l'OIM recense près de 300 000 déplacés internes en 3 ans. Ces chiffres sont contenus dans le rapport des évaluations que l'agence onusienne a réalisées dans le cadre de son programme de suivi des déplacements dans la province du Tanganyika. Ce programme a pour objectif de fournir des informations de base concernant les mouvements des personnes déplacées et retournées dans la région, afin d'améliorer la compréhension des dynamiques du déplacement forcé et la mise en place de réponses humanitaires appropriées.

Félix Tshisekedi rend hommage à Lumumba. Le Président de la République a lui-même accueilli le cortège funèbre puis s'est incliné devant le cercueil en bois massif placé sous une chapelle dressée à l'entrée du salon présidentiel de l'aéroport international de N'djili. L'ancien vice-président de la République Jean-Pierre Bemba, les anciens premiers ministres ainsi que les présidents honoraires de l'Assemblée nationale ont assisté à cette sobre cérémonie.

Lubero : des militaires et civils condamnés à de lourdes peines pour viol sur mineure. Dans les dix dossiers, des militaires Fardc et des civils ont été condamnés à de peines allant de sept à vingt ans de servitude pénale. Pour les dossiers liés au mouvement insurrectionnel, le tribunal a condamné les accusés à des peines allant de dix à vingt ans de servitude pénale et un détenu condamné à la peine de mort. Le dossier lié au meurtre impliquant un militaire des Fardc a été renvoyé à l'audience du 6 juillet prochain.

Kasai-Central : la plate-forme « Voix des jeunes » appelle à la création d'ONU-Jeunes, sur base de la résolution 2250 pour la prise en compte des besoins de la jeunesse. Cette résolution du Conseil de sécurité de l'ONU appelle entre autres les Etats membres à accroître la représentation des jeunes au sein de leurs institutions et dispositifs de prévention des conflits violents. « La Résolution 2250 donne cinq piliers ; la participation des jeunes, le partenariat, la protection, la prévention, le désengagement mais aussi la réinsertion. Nous lançons notre plaidoyer allant dans le sens de la prise en compte des structures de jeunes ».

Beni : le chou ne procure pas de bénéfice au marché de Mayangose (femmes marchandes). Le chou est un produit qui n'est pas facile à conserver. Il fane facilement au soleil (la chaleur) ou à la fraîcheur et pourrit vite. Pour éviter d'encaisser des pertes dues aux conditions difficiles de conservation, ces femmes optent pour la stratégie de découper les choux, les rendre prêts à la cuisson avant de les exposer à la vente. D'après certaines femmes du chou déjà découpé leur permet de réduire du temps de cuisson.

Kinshasa : début de l'instruction du fond dans l'affaire François Beya. L'ex-patron du Conseil national de sécurité (CNS) est accusé avec quatre autres policiers et militaires de complot contre le Chef de l'Etat, offense à

celui-ci, incitation des militaires à commettre des actes contraires à la discipline et violation des consignes. La Haute Cour a décrété le huis clos des audiences, refusant la publicité du procès au motif de secret défense. **Craignant pour sa sécurité, François Beya absent à l'audience de ce mardi.** Une courte audience s'est tenue ce 28 juin à la Haute Cour militaire où les quatre prévenus ont comparu au procès de François Beya et consorts. Seul l'ancien conseiller spécial du Chef de l'Etat en matière de sécurité était absent.

Uvira : le test COVID-19 réduit de 15 à 5 USD à la frontière burundaise, pour une seule entrée au Burundi. La mesure est entrée en vigueur lundi 27 juin, à la suite d'un mouvement de protestation de la société civile face aux frais qu'elle juge élevés de ce test. Conséquemment à cette protestation, la circulation a été réduite dès le matin entre Kavimvira (Sud-Kivu) et la frontière burundaise. Elle a repris son cours normal dans l'après-midi.

Tous les vaccins consommés dans l'incendie du bâtiment du PEV à Bunia. Des sources médicales estiment que des équipements de près 2 millions USD ont été consommés. Vingt-trois zones de santé sur les trente-six que compte cette province sont désormais privées de vaccins contre la COVID-19, la poliomyélite, la rougeole, la coqueluche, la fièvre jaune ou encore la tuberculose. Personne ne sait se prononcer sur l'origine de cet incendie.

Kinshasa : Bahati Lukwebo et André Flahaut pour la « redynamisation du partenariat entre la RDC et la Belgique». Le président du Sénat, Modeste Bahati Lukwebo, et le ministre d'Etat belge, André Flahaut en séjour à Kinshasa pour participer aux obsèques du Premier ministre congolais, ont discuté lundi 28 juin à Kinshasa sur la « redynamisation du partenariat entre la RDC et la Belgique. » Les deux personnalités ont étudié les possibilités pour la mise en œuvre de l'accord de coopération interparlementaire signé en Belgique au début de ce mois de juin par le président du Sénat congolais, pour le compte du Parlement congolais, et la présidente de la chambre belge des représentants, Eliane Tillieux. Ils ont aussi échangé sur des projets de développement entre leurs pays respectifs et la coopération militaire entre la RDC et la Belgique.

Nouveaux affrontements entre l'armée et le M23 à Rutshuru. Vers 8. des tirs d'armes lourdes et légères ont commencé dans la zone, autour de la colline de Bikona, qui serait stratégique dans la zone après celle de Mbuji. Ces habitants regrettent qu'à Rutsiro, situé à 11 km de Rutshuru, certains civils auraient été empêchés par le M23 de quitter le village. Pendant ce temps, le calme règne dans des villages stratégiques comme Kabaya/Rumangabo et environs, toujours contrôlés par l'armée nationale et où la population vaque paisiblement à ses activités.

Bukavu : 9 élèves meurent dans un accident de circulation à Kadutu. Une dizaine d'enfants, tous écoliers à SOS village d'enfants sont morts dans un accident de circulation dans la commune de Kadutu. Le bus scolaire s'est retrouvé totalement en dessous du camion en provenance de Walungu pour le centre-ville.

Nord-Kivu : des marchandises sous douane bloquées au poste frontalier de Bunagana, qui est sous occupation des rebelles du M23 depuis le 13 juin. A cet effet, le président provincial de l'Association Congolaise des Commissionnaires Agréés en Douane, appelle le gouvernement Congolais à entamer, auprès du gouvernement Ougandais, les procédures de rappel des marchandises sous douane. Cela, consécutivement à la législation douanière. C'est pour permettre aux propriétaires, opérateurs économiques, d'accéder à leurs marchandises.

Haut-Lomami : les enseignants de Malemba Nkulu en grève, depuis lundi 27 juin pour réclamer les trois mois d'arriérés de salaire. Les parents d'élèves regrettent que ce mouvement intervienne à quelques jours de la clôture de l'année scolaire. Mais, ils appellent le gouvernement à trouver une solution avant la date de la tenue des épreuves certificatives.

Bunia : 100 cas de tuberculose enregistrés à la prison centrale, qui héberge à ce jour plus de deux mille personnes. Selon le responsable provincial du Programme de lutte contre la Tuberculose, il y a un déficit dans la prise en charge des patients qui souffrent de cette maladie qui se propage vite. Il lance un appel aux autorités pour la construction d'une salle d'isolement des malades et la mise en place d'un système de contrôle des détenus.

Nord-Kivu : plus de 700 décès enregistrés à la suite du paludisme en 2021. Le vice-gouverneur de province a révélé que plus d'un million de cas de malaria parmi lesquels, 781 décès ont été enregistrés en 2021 au Nord-Kivu.

Le paludisme demeure un problème majeur de santé publique au Nord-Kivu. Six millions de moustiquaires imprégnées d'insecticide seront distribuées gratuitement à plus de 1,8 millions de ménages de la province.

Beni : 4 morts dans une attaque des Mai-Mai à Butuhe. Selon le commandant des Fardc à Butembo, un groupe des présumés Mai-Mai non encore identifié a attaqué les militaires Fardc commis au poste de péage de Butuhe, localité située à une vingtaine des km de Butembo. Il s'en est suivi des échanges des tirs qui ont duré une trentaine de minutes. Il parle de quatre personnes mortes : un militaire et trois civils atteints par balles.

Après son acquittement, Vital Kamerhe rencontre Félix Tshisekedi à Kinshasa. Les deux personnalités se retrouvent après plus de deux ans de séparation due au procès 100 jours, à l'issue duquel l'ancien directeur de cabinet et allié politique de Félix Tshisekedi, été acquitté le 23 juin dernier. Les deux personnalités se sont saluées dans un climat décontracté. Tout sourire, le Chef de l'Etat déclare : « Comment vas-tu, Vital. Et ce dernier de répondre : « C'est l'émotion Monsieur le Président ». Vital Kamerhe a promis de donner sa première interview à la presse présidentielle.

Mercredi 29 juin.

Le programme DDRC-S bénéficie de véhicules et matériel de bureau, don de la Monusco. Ce lot est composé de six véhicules légers, caméras photos et vidéos, appareils de prise de son et mobilier de bureau. Le coordonnateur du programme désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation a salué ce geste et indique qu'il rentre dans le cadre d'un partenariat stratégique entre les deux structures et a mis en exergue l'accompagnement continu dont jouit le DDRC-S de la part de la Monusco. Il ajoute que son programme prépare avec la Monusco et tous les partenaires de la communauté internationale, le Plan opérationnel national. Un grand espoir a été placé en ce programme pour une contribution décisive à la paix, la stabilité et le développement à l'Est de la RDC, à travers le désengagement définitif des groupes armés et leur réinsertion durable.

Vital Kamerhe : « Je me vois comme un citoyen prêt à servir son peuple ». L'ancien directeur de cabinet du Chef de l'Etat a notamment réitéré son soutien et sa loyauté au Chef de l'Etat Félix-Antoine Tshisekedi et se dit prêt à renforcer le partenariat politique qui le lie au Chef de l'Etat à travers leurs partis politiques, UNC et UDPS, rapporte la dépêche de la Cellule de la communication présidentielle. « Quelle que soit l'épreuve qu'on endure, elle doit être en dessous de ce que l'on peut donner à sa patrie, à son peuple », a ajouté Vital Kamerhe. Au sujet de la situation dans la partie Est du pays, le Patron de l'UNC évoque son plan de sortie de crise qui privilégie l'option militaire, diplomatique et humanitaire. Sur le programme 100 jours, Vital Kamerhe pense qu'il reste un des programmes les mieux réussis car beaucoup de choses ont été réalisées en 9 mois malgré la saga judiciaire.

Beni : le poste frontalier de Kasindi-Lubirha revêt une importance économique et stratégique. Situé à environ 90 km de Beni dans le secteur de Rwenzori, le poste frontalier de Kasindi-Lubirha est l'un des plus importants du pays ; car il est la voie d'exportation et d'importation de plusieurs marchandises. Il ouvre la voie à l'Afrique de l'Est et à l'océan Indien à partir du district ougandais de Kasese. Les recettes douanières au niveau de ce poste frontalier varient entre 2 à 3 millions de dollars américains par mois, selon des sources de la Direction des douanes et accises (DGDA). Le ciment gris, la farine du blé, le savon, l'huile végétale, la cigarette, les produits pharmaceutiques et les matériaux de construction sont les produits importés à partir de ce poste frontalier. Les produits importés sont principalement consommés dans les provinces du Nord Kivu, de l'Ituri et de la Tshopo.

Maniema : le député Amisi Lupya demande la réorganisation de l'élection du gouverneur, dans le délai légal, afin de doter la province d'un gouverneur élu. Sa déclaration intervient après que le Conseil d'Etat a annulé les élections du 6 mai et après bien d'autres réactions en faveur d'un nouveau scrutin dans cette province.

Butembo : les jeunes débattent sur la répression de la torture. Plusieurs personnes sont régulièrement victimes des actes de torture, mais ne savent comment procéder pour les dénoncer en justice. « Nous avons démontré que la torture est non seulement physique, elle peut être aussi mentale, mais il y a la difficulté de la preuve, c'est comme ça que la répression pose problème. »

Beni : plus de 88 500 ménages visés dans la distribution des moustiquaires imprégnées. Le médecin chef a appelé les bénéficiaires au bon usage de ces moustiquaires, en vue de se préserver du paludisme qui sévit dans cette contrée. Cette campagne de distribution des moustiquaires va se dérouler de porte à porte et selon la taille de chaque famille. Une famille de neuf personnes par exemple, recevra cinq moustiquaires d'une durée de trois ans.

Haut-Katanga : le ministre Aselo interdit l'élection du vice-président de l'Assemblée provinciale, pour préserver d'éventuelles tensions liées à ce scrutin. Le ministre de l'Intérieur a invité les membres de ce bureau à

Kinshasa pour une consultation. De nombreux élus provinciaux du Haut-Katanga désapprouvent cette décision. Et assurent qu'il n'y a aucune tension relative à l'élection du vice-président de leur assemblée provinciale. Trois députés provinciaux se disputent le poste vacant de vice-président du bureau de l'Assemblée provinciale.

Kasaï-Central : Stéphane Bambi porté à la tête de l'Assemblée provinciale. Candidat unique à ce poste, a été proclamé le 28 juin, président de l'Assemblée provinciale du Kasaï-Central. Il est le troisième président de ce bureau, après la démission Patrice-Aimé Sessanga et la destitution de Jérôme Muntu.

Beni : 47 personnes tuées au mois de juin (Société civile). Dans le même communiqué, elle dit avoir répertorié une vingtaine de villages attaqués par des rebelles des ADF dans le secteur de Beni-Mbau et Ruwenzori et à Oicha, chef-lieu du territoire au cours de ce mois de juin. Cette situation a aussi occasionné l'incendie de plus de 34 maisons et boutiques. Plus de 50 personnes sont aussi portées disparues au cours de ce mois. Ituri : sept véhicules incendiés et marchandises calcinées dans une incursion de présumés ADF à Idohu. La société civile demande ainsi à l'armée de revoir leurs stratégies de défense, afin de vite restaurer la paix et la sécurité dans cette région.

Shabunda : un projet soutenu par le BCNUDH améliore les conditions de vie à Kigulube. Deux associations des cent femmes de Kigulube, regroupées au sein Associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC)», participent au relèvement socio-économique de la population de cette partie de la province du Sud-Kivu. Le crédit leur est accordé de manière rotative. Incapables jadis de réunir un chiffre d'affaires de démarrage d'une activité génératrice de revenu, ces femmes disent y avoir trouvé une opportunité. Elles sont encouragées par leurs conjoints à subvenir aux besoins de leurs familles, comme le paiement des frais scolaires de leurs enfants, les besoins alimentaires et les soins médicaux. Tous ces besoins trouvent facilement une réponse, selon les mêmes sources.

Kindu : 75 albinos bénéficient de consultations ophtalmologiques grâce à l'IPOLK/Maniema. Pour l'association Initiative Plus Olive Lembe Kabila, (IPOLK Maniema), le souci est de redonner la joie et de permettre à cette frange de la population de vivre comme les autres. «Les albinos ont beaucoup de problèmes. C'est ainsi qu'aujourd'hui, on a procédé aux examens ophtalmologiques. Après cela, nous allons leur remettre des matériels de protection sanitaire », a déclaré pour sa part Al Asani, coordonnateur provincial de l'IPOLK.

Joseph Okito et Maurice Mpolo décorés "grand officier" de l'ordre national des héros nationaux Kabila-Lumumba. C'était au cours d'une cérémonie solennelle et émouvante, après projection d'un extrait du discours prononcé par Patrice Emery Lumumba le 30 juin 1960. Sous le rythme de la fanfare d'honneur, le chef de l'état a remis les médailles aux deux représentants des familles Okito et Mpolo

Le conseil de la jeunesse de Butembo appelle à la non-violence, et à s'abstenir de discours haineux. Le président de cette structure, dit avoir lancé cet appel pour amener la RDC à faire face à l'agression dans sa partie Est et indique que des attaques liées à l'appartenance tribale sont des stratégies qui concourent en faveur de l'ennemi. Il invite les Congolais au respect de la vie humaine et à traduire tout suspect devant les instances compétentes. Il a invité la population surtout les jeunes à accompagner les Fardc au front contre le M23.

Chantal Kanyimbo publie : « Mémoires : les plus belles années de ma vie ». Cet ouvrage paru aux éditions Harmattan, dans la collection Comptes rendus est préfacé par l'ancien Premier ministre Sylvestre Ilunga Ilunkamba. Chantal Kanyimbo, journaliste présentatrice vedette du journal télévisé sur la RTNC, Rapporteuse au Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication est la première femme à diriger l'Union de la presse du Congo (UNPC). A travers cette autobiographie, l'auteure partage quelques moments forts de sa vie.

Rutshuru : les Fardc reprennent le contrôle de 4 villages jadis occupés par le M23. Cette reprise est intervenue à l'issue des affrontements du mardi 28 juin, dans les groupements Jomba et Kisigari. Il s'agit des villages: Nkokwe, Ruvumu, Rugarama et Rutakara. Les opérations de ratissage se poursuivaient encore dans la zone,

Lubero : la société civile de Munoli alerte sur la circulation d'hommes armés dans cette localité. Ces miliciens qui proviennent de l'axe Mabambi ont pillé une boutique et une maison d'habitation mardi lors de leur passage, avant de blesser un civil à l'arme blanche. Ils se seraient dirigés vers Inenehya, autre entité du groupement.

Nord-Kivu : lancement de la campagne de vulgarisation de la résolution 1325 du conseil de sécurité des Nations unies. "Le Gouvernement provincial, s'est doté d'un plan d'action provinciale de la résolution 1325, un appel pathétique vous est lancé pour sa vulgarisation jusqu'aux entités locales, afin de faire avancer la cause de

la femme dans le domaine de la paix et sécurité. Et pousser ainsi l'implication des hommes et des femmes engagés aux efforts de la réalisation des objectifs de développement durable". Il s'agit d'accroître le nombre de femmes dans les instances de prise de décisions, et dans tous mécanismes ayant une incidence sur la paix et la sécurité.

Plus de 170 000 déplacés à la suite des offensives du M23 (Bintou Keita). Ces personnes sont obligées de « fuir », en raison notamment de l'intensification des attaques du M23 contre la population civile, les forces de sécurité nationales et les Casques bleus, a souligné la Représentante spéciale du Secrétaire général en RDC, Bintou Keita, devant le Conseil de sécurité ce mercredi. Alors que certaines ont trouvé refuge grâce à l'hospitalité des familles d'accueil, les abris communautaires construits par des partenaires humanitaires sont devenus surpeuplés, tout comme les écoles, les stades, et les autres espaces collectifs dans lesquels étaient abritées d'autres personnes déplacées, a-t-elle ajouté. Elle a également rapporté des attaques des Forces démocratiques alliées (ADF) de la Coalition des démocrates congolais (Codeco), ainsi que des attaques d'autres groupes armés en Ituri et au Nord-Kivu. Mme Keita se dit notamment préoccupée par l'entrave à la scolarité des enfants qu'entraîne la situation, « qui n'est qu'un seul exemple de la manière dont la résurgence du M23 a perturbé la vie quotidienne d'une population civile qui a déjà souffert de l'insécurité persistante ». Mme Keita a concédé que le M23 se comporte de plus en plus comme une armée conventionnelle plutôt que comme un groupe armé, disposant d'une puissance de feu et d'équipements de plus en plus sophistiqués. « La menace que cela représente pour la population et les Casques bleus qui ont le mandat de la protéger est évidente », a-t-elle reconnu. La Représentante spéciale a rappelé qu'il incombe au Conseil de sécurité d'apporter son plein soutien aux efforts menés au plan régional pour ramener le calme entre États voisins, une condition, selon elle, pour qu'il soit mis fin au fléau des groupes armés.

La Monusco ferme officiellement ses bureaux au Tanganyika. Dans le cadre de l'ajustement de sa présence en RDC, la Monusco fermera définitivement ses bureaux le 30 juin 2022 à Kalemie, dans la province du Tanganyika, a rapporté Mme Bintou Keita. « Le déploiement récent de 80 policiers, dans des zones où les défis sécuritaires persistent, constitue une preuve tangible de l'engagement des autorités congolaises à assumer leurs responsabilités envers la population dans les zones où la présence des Nations Unies est destinée à évoluer ». Mme Bintou Keita a assuré que l'Équipe de pays des Nations Unies continuerait de soutenir les efforts du gouvernement visant à préserver et à consolider les progrès réalisés avec l'appui de la Mission de l'ONU en RDC (Monusco).

Jeudi 30 juin.

Fête de l'indépendance : des scènes de liesse et une ambiance électrique le 30 juin 1960. La RDC célèbre le 62e anniversaire de son indépendance. Comme le 30 juin 1960, cette date tombe un jeudi. Ce jour-là, le monde assistait à des scènes de liesse populaires à Léopoldville, capitale de la toute nouvelle RDC, mais également en provinces. A la cité, c'était une ambiance électrique qui contrastait à la solennité de l'événement officiel. Tout commence le matin de jeudi 30 juin 1960 par une messe en la cathédrale Sainte Anne de Léopoldville, aujourd'hui Kinshasa. Les Congolais nouvellement indépendants entonnent alors en chœur le « Te Deum », l'hymne latine d'action de grâces de la liturgie catholique. Vient ensuite la séance solennelle au Palais de la Nation devant le Parlement réuni en congrès. Les forces politiques congolaises et des invités venus de tous les coins du monde sont présents. Dans son allocution, le Roi Baudouin des Belges va louer l'œuvre de colonisation amorcée par le roi Léopold et poursuivie par la Belgique. Joseph Kasa-Vubu, le tout nouveau président du Congo Indépendant, va remercier les Belges. Avant de s'attarder sur les perspectives du nouvel Etat composé de 14 millions d'âmes. Alors qu'il n'était pas prévu par le protocole, Patrice Emery Lumumba, le Premier ministre prend lui aussi la parole. Il va prononcer un discours fort peu apprécié dans les milieux diplomatiques mais qui fera date chez les nationalistes africains. La liesse suscitée par l'accession de la RDC à l'indépendance va être de courte durée. Cinq jours seulement après cet événement, c'est la mutinerie de la force publique. Avant que le nouveau Chef de l'Etat et son Premier ministre ne se neutralisent. Le Congo vit alors la première d'une longue série de crises institutionnelles que le pays va connaître des décennies durant. **Fête de l'indépendance: la RDC enterre Patrice-Emery Lumumba, 61 ans après.** La RDC commémore les 62 ans de son indépendance le 30 juin 2022. Cette année est marquée par les funérailles du premier Premier ministre congolais, Patrice-Emery Lumumba, assassiné en 1961. Depuis lundi 20 juin dernier, la Belgique a restitué la dent (seul objet encore existant) de l'ancien Premier ministre à sa famille. Ce qui a permis au gouvernement congolais d'inhumer le martyr de l'indépendance. **Coup d'envoi de l'Exposition « Echos Lumumba » ce jeudi 30 à Kinshasa.** L'exposition C'est une activité pluridisciplinaire d'œuvres d'art qui va s'étendre jusqu'à la fin du mois de janvier 2023 au Musée des arts contemporains et multimédias. Selon Franck Dikisongele Zatumwa, artiste peintre, cette expo accueille 43 œuvres de peinture, sculpture et performance, réalisées par 23 artistes, sous sa direction. L'expo s'inscrit dans le cadre des activités d'hommage à Patrice Emery Lumumba. **Projecteur sur la**

tour de Lumumba, lieu d'inhumation de l'ancien Premier ministre de la RDC. La relique de Patrice-Emery Lumumba, a été enterrée ce jeudi 30 juin dans un mausolée peint en jaune sur lequel trône la statue du héros national. Ce mausolée a été construit aux pieds de l'échangeur de Limete. La première pierre de construction de cet édifice un des symboles majeurs de la ville province de Kinshasa a été posé le 12 septembre 1967 par le feu président Mobutu. Les fondements de cette tour ont été posés en 1969 et les colonnes sont montés en 1970, en 1974 les travaux se sont interrompus. On ne connaît pas la cause exacte de l'arrêt des travaux. L'Échangeur de Limete est une tour en béton armé de 210 mètres de hauteur. Construite par l'architecte franco-tunisien Olivier-Clément Cacoub et une entreprise de travaux yougoslave, ce monument avait pour but de devenir le symbole de la nation congolaise et un site touristique de premier plan, à l'exemple de la tour Eiffel à Paris ou de la statue de la Liberté à New-York. **La famille Lumumba remercie le peuple congolais.** Elle affirme avoir senti la grandeur de leur grand-père à travers « la fierté exprimée du peuple du Sankuru, la nostalgie mélancolique du peuple de la Tshopo ainsi que les chants d'apaisement des Katangais ». L'un des petits-fils de Lumumba se réjouit d'avoir entendu les Kinois réclamer, au nom de la communauté nationale, la justice, la paix et le travail. Il a en outre remercié l'Eternel qui leur a permis de découvrir l'épopée de Patrice-Emery Lumumba, leur grand-père. **Lumumba inhumé dans le mausolée à la place de l'échangeur de Limete.** A l'occasion, Félix Tshisekedi se réjouit que les Congolais aient offert une sépulture à leur tout premier Premier ministre : « Ce jour mémorable, se veut donc l'épilogue de la très longue démarche du retour de ce père de notre indépendance. Il nous donne enfin l'occasion, en tant que peuple, d'accomplir le devoir que nous prescrivent les traditions millénaires léguées par nos ancêtres, et de lever ainsi, en compagnie de la famille Lumumba, ce deuil entamé depuis 61 ans ». Le président de la République a invité les Congolais « à faire de ce 'Mémorial Patrice-Emery Lumumba', un lieu de recueillement susceptible de raviver l'idéal patriotique et républicain, sublimé par les gestes ainsi que les paroles de notre héros national ».

Gertrude Kitembo : « Le 30 juin est un moment précis de réflexion sur la gestion du pays ». « C'est aussi une occasion offerte à la population congolaise en général et du Maniema en particulier, de peaufiner un nouveau plan de développement de notre pays et de notre province », a-t-elle affirmé la présidente de l'assemblée provinciale du Maniema, Gertrude Kitembo.

Nord-Kivu : des avocats inquiets pour leur sécurité physique à la suite d'un conflit foncier, qu'ils défendent à la justice, opposant une femme âgée à des acheteurs qui auraient déjà impliqué certains officiers de l'armée dans le dossier. Alors que la justice aurait déjà tranché en faveur de la dame, la partie adverse utiliserait certains officiers de l'armée pour proférer des menaces indique l'un de ces avocats. Selon lui, le parquet général a fait une réquisition d'information, au commandant ville de la police, mais lui aussi a été paralysé.

Haut-Lomami : le gouvernement provincial investi avec dix ministres dont une femme. Le gouvernement Isabelle Yumba a été investi mardi 28 juin à Kamina par l'assemblée provinciale du Haut-Lomami. Il comprend dix ministres et trois commissaires généraux dont deux femmes. C'est sur cette équipe que compte la gouverneure du Haut-Lomami, afin d'atteindre ses objectifs fondés sur trois piliers à savoir politique, économique et social.

Butembo : une marche des femmes pour soutenir les Fardc. Réunies au sein de la Dynamique des femmes pour la bonne gouvernance (DYFEGOU), les femmes de Butembo (Nord-Kivu) ont organisé, ce jeudi 30 juin une marche de soutien aux FARDC, engagées aux fronts dans l'Est du pays. « Nous avons pensé qu'il est difficile de célébrer cette journée comment une fête alors que nous sommes en train de perdre sur les lignes de front de vaillants militaires qui sont tués, alors que nous sommes en train de perdre du côté de Beni comme du côté de Bunagana. L'indépendance, c'est pour nous une occasion de dire honneur aux FARDC qui sont en train de se battre, mais aussi d'honorer les âmes de toutes les victimes ». Elle a également appelé à l'assainissement de l'armée, à l'amélioration des conditions de vie des militaires et à la sécurisation des frontières de la RDC.

Fête de l'indépendance : Mgr François-Xavier Maroy appelle au soutien inconditionnel de l'armée. L'essentiel du message de l'archevêque de Bukavu a porté sur l'éveil patriotique. Mgr Maroy appelle tout le monde à la prière pour le pays en lieu et place des scènes de réjouissances. Il faut soutenir et encourager nos militaires qui se sacrifient jour et nuit pour préserver l'intégrité de notre territoire national, a ajouté le prélat. Il invite les Congolais à prier pour les « traîtres », qui font semblant d'aimer le pays mais Ils le trahissent.

Nord-Kivu : deux villages de Jomba sous contrôle des Fardc. Les Fardc ont repris le contrôle des villages de Kabindi et Chengero, dans le groupement de Jomba au Nord-Kivu. L'armée a reconquis ces deux villages après de violents combats contre les terroristes du M23. Ces affrontements se sont poursuivis jeudi 30 juin matin à Rutsiro, dans le groupement de Bweza, où les rebelles ont tenté d'opposer la résistance. Les terroristes seraient en débandade et se seraient concentrés autour de la colline de Runyonyi.

Kongo-Central : Pour chaque investisseur, il faut exiger des emplois pour les jeunes (Jean-Claude Mvuemba). Le président de l'Assemblée provinciale du Kongo-Central, a plaidé pour la création des emplois pour les jeunes de ce coin du pays. Il a fait ce plaidoyer dans son discours, clôturant la session de mars de cet organe délibérant. Il a également appelé à l'amélioration de la fourniture en eau et en électricité pour les populations urbaines. L'Assemblée provinciale du Kongo-Central souhaite que la décentralisation soit effective et que de nouvelles villes soient créées dans la province.

Bintou Keita attire l'attention du Conseil de sécurité sur le drame de l'Est de la RDC. Pour étayer son argumentaire, elle se s'est fait le porte-voix d'une écolière du Nord-Kivu, implorant l'implication des adultes pour que cesse la guerre dans l'Est du pays. Dans son slam, indique la cheffe de la Monusco, Zewede, âgée de 11 ans, a voulu transmettre une expression d'amour, d'espoir et une douleur aigue qu'elle a pour la RDC, son pays. La fillette a, dans sa poésie, exprimé sa déception et son sentiment d'abandon de la part des adultes qui, selon elle, devaient s'impliquer activement dans le processus de maintien de la paix dans l'Est de la RDC. « Dans cette optique, je prierai donc à chaque membre du conseil de sécurité de s'approprier ma voix, de l'amplifier pour que l'ensemble du monde, de l'Afrique, du Congo, du Kivu et de Bunagana jouissent de ce droit étant qu'être humain et étant qu'enfant et qu'il recouvre sa dignité dans un climat de prospérité et de stabilité », a recommandé Zewede

Le message de cette écolière du Nord-Kivu, lu devant le Conseil de sécurité, est relatif à l'activisme, depuis plus de 20 ans, des hommes armés dans la partie orientale de la RDC.

Nord-Kivu : plus de 3 000 déplacés vivent difficilement à Kanyaruchinya, dans le territoire de Nyirangongo. Ces personnes ont fui leurs villages à la suite des combats opposant les FARDC au rebelles M23 dans le territoire de Rutshuru. Elles sont dans des écoles, des églises et autres lieux publics à Kanyaruchinya. Ces personnes n'ont pas d'eau, ni de nourritures et non plus d'installations sanitaires.

Butembo : lancement de la campagne de collecte des vivres en faveur des Fardc. Cette campagne a été lancée au camp Rughenda en collaboration avec les autorités urbaine de Butembo, les leaders religieux et ceux de la société civile. Cette campagne s'inscrit dans le cadre de renforcement du mariage civilo-militaire. La remise des vivres et non-vivres aux Fardc se fera à la fin de ce mois de juillet.

30 juin 2022 : « la célébration de ce jour a eu lieu dans un contexte sécuritaire préoccupant », note Félix Tshisekedi. « La célébration de ce jour a eu lieu dans un contexte sécuritaire particulièrement préoccupant qui affecte notre existence étant que nation. Comme nous savons, notre pays fait face à une énième agression de la part du Rwanda qui agit sous couvert du mouvement terroriste M23 et ce en violation de tous les accords et traités internationaux ». A ce sujet, Félix Tshisekedi a réitéré son engagement de maintenir l'indépendance et de l'intégrité territoriale, en sauvegardant l'unité nationale. Il a promis de ne ménagerai aucun effort pour que la paix et la sécurité soient rétablies et que les agresseurs soient repoussés hors de notre territoire. Le chef de l'Etat a également appelé chacun de nous à considérer l'intégrité de notre territoire comme une question vitale pour laquelle nous, Congolais, n'admettrons ni transaction, ni compromission. Pour mettre fin à cette situation, ajoutet-il, la RDC a résolu d'orienter ses efforts sur le double front diplomatique et militaire.

